Dépôt Bruxelles X
P501050
Périodique trimestriel

Belgique – Belgie
P.P. - P.B.
1099 Bruxelles
BC 8507

AGIR par la culture

MAGAZINE POLITIQUE ET CULTUREL ◆◆◆◆◆◆ 41 - PRINTEMPS 2015

Chantier

ÊTRE PROGRESSISTE FACE AU PROGRÈS

ROBOTISATION, RÉVOLUTIONS NUMÉRIQUES, PROJET TRANSHUMANISTE

BERNARD MARIS

LA PENSÉE COMPLOTISTE

GRÈCE ET ORDOLIBÉRALISME EUROPÉEN

GRATUIT

Austérité, coupes dans les services publics, suppressions d'allocations, recul de l'âge de la retraite, chômage explosif.... Et cela, alors que les richesses produites n'ont jamais été si importantes et jamais si mal réparties. La guerre sociale est décidément déclarée...

Face à ce constat, plusieurs photographes ont décidé de s'unir avec comme objectif de couvrir les résistances de notre époque. Vous pouvez trouver une revue rétrospective de trois années de luttes sociales couvertes par Krasnyi via le site *collectif-krasnyi.be*

Ci-dessous : Manifestation contre l'austérité à Paris - ©Nelson Devos/Collectif Krasnyi

Édito

Impossible d'entamer cet édito, le premier en ce qui me concerne, sans évoquer l'homme d'engagement, bâtisseur de passerelles qu'était notre très regretté Secrétaire général Yanic Samzun. Il restera à jamais présent tant les nombreux combats qu'il a menés, avec PAC et avec tant d'autres, au travers des rêves qu'il partageait et qui prenaient vie sous d'innovants et ambitieux projets, sont essentiels !

AGIR PAR LA CULTURE est né, dans sa forme actuelle, sous sa baguette de maître à penser. Il recréait alors un espace d'écriture où réflexions, rêves et combats prenaient place sous forme de confrontations et d'analyses critiques.

Aujourd'hui, nous avons à faire le deuil de son absence, le deuil de ses rêves. Mais nous ne ferons pas le deuil de ses combats… Nous avons à trouver ici, une chambre d'échos des luttes qu'il a menées et celles que nous avons à poursuivre. Ce numéro printanier n'en fera pas exception.

À l'aube de la construction du 6e continent, celui du « Tout au virtuel » ces pages bousculent nos représentations et nous interrogent sur les basculements qui transforment nos rapports aux savoirs, nos rapports au monde.

Bonne lecture !

Dominique Surleau
Secrétaire générale de
Présence et Action Culturelles
Directrice de la publication

pac
Agir par la Culture

Sommaire

4 PORTRAIT : BERNARD MARIS

7 RUMINATIONS RÉPUBLICAINES

8 ENTRETIEN AVEC ANNE PROVOOST

CHANTIER :
ÊTRE PROGRESSISTE FACE AU PROGRÈS

10 TECHNOSCIENCES : ILLUSION OU HORIZON ?

12 ENTRETIEN AVEC JULIEN MATTERN

14 ENTRETIEN AVEC PAUL JORION

15 DU PC AU PC, UNE RÉVOLUTION

17 ENTRETIEN AVEC HUBERT GUILLAUD

21 BARBARELLA, 365 JOURS PAR AN

22 ENTRETIEN AVEC JÉRÔME JAMIN

24 LES RÈGLES DE FOI TRÈS FERMÉES DE L'EUROCLUB

26 JOHNSON MATTHEY : UN OBJET DE GRÈVE

27 POPCORNS

BERNARD MARIS : UN HUMANISTE ASSASSINÉ

Bernard Maris est mort le 7 janvier 2015 dans l'attentat contre le journal Charlie Hebdo. Économiste original et essayiste subtil, Bernard Maris portait un regard aigu sur nombre d'aspects de notre modernité au travers des sciences humaines et de la création artistique. Éditorialiste à Charlie Hebdo sous le pseudonyme d'Oncle Bernard, Jean Cornil l'avait rencontré chez lui à Paris, quelques mois avant son assassinat, avec l'équipe du Centre Laïque de l'Audiovisuel dans le cadre des entretiens du Centre d'Action Laïque. Ses propos résonnent aujourd'hui en regard d'une profonde tristesse, d'un humanisme exemplaire et d'une actualité tragique.

Propos recueillis par Jean Cornil

• Dans un éditorial pour le numéro spécial de Charlie Hebdo sur la laïcité vous écriviez : « *Les temps sont durs pour la laïcité non à cause du retour du religieux mais à cause de l'effondrement du social* ». Qu'est-ce que vous vouliez dire par cette formule ?

On peut croire que la laïcité est l'ennemi de la religion ou des religions. Mais en fait, la laïcité est tolérante vis-à-vis des religions *a priori* et la laïcité est un besoin de fraternité, un besoin de considérer les autres de façon égale. Mais malheureusement, la crise économique, le développement des inégalités, la hiérarchisation des revenus font que ce sentiment de fraternité et d'égalité se délite dans la société. Ce qui fait que l'ennemi de la laïcité à mon avis n'est pas tellement le religieux en ce moment puisque les religions, surtout en France depuis la Loi de 1905, ont toujours fait bon ménage avec l'esprit laïc français. C'est plutôt l'effondrement social et le fait que l'accroissement des inégalités ait créé des antagonismes, des haines, des refus de l'autre. Tout cela peut se traduire par un retour du religieux extrémiste. C'est possible mais ce n'est pas *a priori* la religion qui est l'ennemi de la laïcité.

• L'ennemi, c'est le communautarisme ?

C'est plutôt le fait que lorsqu'on est dans la difficulté, lorsqu'on est dans le malheur économique, les tendances altruistes et fraternelles ne se feront pas et ne vont pas bien. La laïcité a été inventée pour arriver à fusionner ces deux choses un peu incompatibles que sont l'égalité et la liberté : la liberté donne beaucoup d'inégalités et l'égalité est parfois un ennemi de la liberté. C'est pour cette raison que les révolutionnaires français et ensuite les laïcs ont inventé la fraternité qui est vraiment le mot d'ordre essentiel de la laïcité. Et c'est vrai que dans des conditions difficiles, c'est l'altruisme qui disparaît.

• Vous intitulez votre édito « la laïcité ou la fraternité anonyme ». Que signifie cette expression ?

C'est exactement le rêve laïc. Le rêve chrétien de tendre l'autre joue lorsque mon ennemi me frappe est quelque chose d'extraordinaire mais de totalement impossible disait Freud : lorsque je me fais frapper, j'ai plutôt envie de frapper. C'est un rêve absolu. Les socialistes et les francs-maçons, qui ont un peu inventé la laïcité, n'avaient pas de rêve chrétien à leur disposition. Ils ont donc inventé une sorte de fraternité laïque, enfin indépendante de la religion qui se traduit dans l'altruisme, dans le désir d'aider l'autre qui existe profondément dans la nature humaine. La nature humaine a un penchant égoïste, violent très fort, mais elle a aussi un penchant altruiste. Chaque fois que vous avez un type qui se noie, vous avez toujours un brave type qui va se précipiter pour essayer de le sauver, c'est bizarre. Darwin disait que c'est par l'altruisme que l'espèce humaine était devenue supérieure aux autres. C'est grâce à l'altruisme qui est inscrit dans notre génétique que nous sommes devenus une espèce totalement supérieure aux autres et que nous ignorons justement la loi de la jungle dont les libéraux voudraient pourtant faire un paradigme.

Donc, la laïcité est fondée sur ce besoin d'altruisme et ce désir d'altruisme, sur cette fraternité. Et c'est exactement la laïcité. C'est la fraternité de tout le monde, la fraternité anonyme et je dirais même plus que cette fraternité anonyme existe dans le peuple. C'est ce que George Orwell appelait la « *common decency* ». Et cette *common decency* contient une part de fraternité et d'altruisme qui fait que l'on a envie d'aider l'autre a priori.

• Dans l'un de vos *Antimanuels d'économie*, vous vous demandez : « *le capitalisme a-t-il vocation à absorber toute métaphysique, toute religion, toute foi, toute superstition, jusqu'à devenir la superstition suprême ?* » et vous répondez « oui »…

C'est vrai. C'est ce que l'écrivaine Viviane Forrester avait appelé « l'horreur économique », c'est-à-dire le fait que la relation marchande a tendance à se substituer à toute autre relation et à absorber tout autre type de relation. La relation marchande ne supporte pas qu'il y ait des relations qui ne soient pas marchandes, des relations d'affection, d'amour, d'amitié, de hiérarchie, d'adoubement, de vassalité, d'honneur. Toutes ces relations sont des relations qui sont insupportables pour la relation marchande qui est une fausse relation d'égalité qui passe par l'argent. Il y a une belle phrase de Simmel qui dit : « *l'argent c'est ce qui permet de ne pas regarder les autres dans les yeux* ». Or, justement, l'Humanité est faite pour regarder les autres dans les yeux. Et, profondément, nous sommes des humains qui regardons les autres dans les yeux, qui avons quelque chose à leur dire en les regardant dans les yeux. Et cela le marché ne supporte pas.

• Vous êtes donc très inquiet sur l'évolution du capitalisme aujourd'hui, sur la marchandisation, la transformation de toute valeur d'usage en valeur d'échange ?

Tout le progrès technique va vers l'hyper-narcissisme et l'hyper-individualisation. Ce type de société, d'une dureté impitoyable, provoque une solitude absolue. Le marché est une société extrêmement dure qui offre beaucoup de jouets aux jeunes gens, on les voit tous pianoter dans le métro sur leur smartphone, dans leur isolement, dans leur bulle. C'est vraiment un stade infantile le capitalisme. Ce n'est pas une société mature la société capitaliste parce qu'elle surfe sur un besoin infini, renouvelé de façon permanente. Le fait que l'on détruise du lien social, c'est quelque chose de très pernicieux, et à terme de très dangereux : c'est porteur d'une grande violence et assez suicidaire. Je pense que cette société, qui détruit systématiquement l'altruisme, la coopération, la fraternité, est extrêmement suicidaire.

• Vous avez écrit, avec Gilles Dostaler, *Capitalisme et pulsion de mort*. En quoi Freud peut-il nous aider à mieux comprendre cette société capitaliste qui ne cesse de se développer ?

Il y a un très bel ouvrage de Freud qui s'appelle *Malaise dans la civilisation* qui est un peu une histoire de nos sociétés. Ce qu'il faut savoir c'est que Freud a été introduit en Angleterre par Keynes et ses amis. Keynes était un très grand lecteur de Freud. Donc on ne peut pas comprendre l'œuvre de Keynes si on ne sait pas qu'il était très imprégné par Freud. Par exemple quand il parle de « dépression économique », il fait référence au terme de « dépression » utilisé par Freud.

Freud nous aide et a beaucoup aidé Keynes à comprendre deux choses.
La première chose, c'est le caractère infantile du capitalisme, le fait que cela ne s'arrêtera jamais, que cela ne peut pas s'arrêter. Il n'y a jamais de saturation, il y aura toujours de nouveaux besoins parce que l'on crée de nouveaux besoins par des objets jetables, par la destruction créatrice, du fait que l'on a toujours besoin d'autres choses, par l'envie. C'est un processus qui ne peut jamais s'arrêter.
Et deuxièmement, c'est un processus mortifère. C'est pour cela que Keynes utilisait le mythe du Roi Midas qui, à force de désirer de l'or, finissait par mourir parce tout ce qu'il touchait se transformait en or. C'est un peu la fable des Indiens d'Amérique qui disaient aux colons : « Lorsque vous aurez tout vendu vous vous rendrez compte qu'on ne peut pas vendre ce que l'on mange ; lorsque vous aurez vendu toute la terre, vous vous rendrez compte que vous aurez perdu tout ce qui vous

Photo **Philippe Matsas © Flammarion**

nourrit et tout ce qui vous fait exister ».
Freud le dit très bien, chez nous, la pulsion de mort est combattue par l'éducation, par la société, par la culture, par la technique qui est une des premières formes de la culture. Mais plus on combat cette pulsion de mort par la technique et par la culture, plus on la refoule, et plus elle aura tendance à exploser. Ce qui fait que l'on a tendance à empiler de plus en plus de couches, si je puis dire, de techniques et de civilisations pour brider cette pulsion de mort. Ce qui fait que l'humanité est condamnée à croître infiniment dans la technique, dans l'accumulation pour brider infiniment sa pulsion de mort. Et ce, jusqu'à ce que cette pulsion de mort se retourne malheureusement contre elle-même et qu'elle arrive à détruire ce qu'elle est, c'est-à-dire la vie.

• Voulez-vous dire qu'aujourd'hui la limite ce n'est plus l'homme, la limite c'est la biosphère, les écosystèmes ?

C'est cela que l'on a pressenti depuis longtemps, c'est ce qu'avait pressenti Malthus. Il avait pressenti qu'à terme la terre serait un immense bidonville où il y aurait très peu de riches. Le magnifique roman de Houellebecq *La possibilité d'une île*, c'est une métaphore de Malthus : très peu de riches et une infinité de gens extrêmement pauvres qui seraient en train de se battre et qui auraient très peu pour vivre. Le mythe capitaliste est de dire que la productivité sera telle que l'on arrivera toujours à vaincre la rareté. Que la rareté n'existe pas. Que nous irons vers l'abondance par la productivité. Or, c'est tout l'inverse qui se produit.
En fait, nous sommes en train de raréfier le monde, nous sommes en train de creuser notre tombe en rendant les ressources de plus en plus rares et nous avons beau lutter contre le temps - c'est vrai que nous allongeons un petit peu notre espérance de vie - à terme, nous allons réduire cette espérance de vie et nous allons finir par mourir.
Lévi-Strauss aussi est très pessimiste là-dessus. Il disait que la promiscuité, et l'étouffement feront que les hommes ne se supporteront plus. Il y aura donc un déchainement de violence et l'on retrouvera les vieux fléaux malthusiens : la guerre et la maladie. C'est vrai que l'humanité n'est pas raisonnable. Ce qui me frappe, c'est cette lucidité aveugle, c'est que nous sommes absolument lucides et en même temps nous ne voulons pas voir ce que nous voyons et nous ne voulons pas nous arrêter, nous n'y croyons pas vraiment. Nous le savons mais nous n'y croyons pas. Nous fermons les yeux et nous nous lançons toujours plus loin dans cette accumulation qui fait que nous courons à notre perte. Nous sommes un peu le Titanic.

• En quoi Keynes et Marx, dans ces premières années du nouveau millénaire face à ce capitalisme, peuvent redevenir des référents politiques, des référents économiques pour réorienter l'action des États en Europe occidentale ?

Je dirais plus encore. Marx était optimiste, c'est-à-dire qu'il pensait que le développement des forces productives ferait que finalement l'humanité arriverait à un stade de fraternité. C'est pour cela que c'est un pseudo chrétien comme beaucoup de socialistes. Le problème des socialistes c'est qu'ils ont perdu le paradis que leur promettaient les chrétiens et donc ils ont essayé de créer un paradis terrestre.

Keynes a écrit un livre qui s'appelle *Perspectives pour mes petits enfants*. Il disait à peu près cela : la chance qu'auront mes petits-enfants, c'est qu'ils ne travailleront presque plus, qu'ils pourront se consacrer à ce qui fait le sel de la vie c'est-à-dire les arts, l'amitié, dire du mal des amis et avoir des amants, et des choses comme cela… Or, ce n'est pas cela qui se passe ! Nous sommes au contraire entraînés dans une course à la productivité toujours plus phénoménale avec un monde qui nous étouffe petit à petit, nous sentons bien que cela se rétrécit. Voilà à quoi il pouvait nous aider. Il avait aussi pensé que la dette nous tuerait un jour, que la dette était la chose la plus horrible qui pouvait arriver à des États et que l'on ne pourrait jamais rembourser ces dettes du fait des intérêts cumulés. Si vous regardez ce qui se passe en France, vous avez la moitié de la dette qui s'explique par des intérêts cumulés. Il disait que c'était une horreur. Le taux d'intérêt c'était l'abomination et la désolation. Keynes disait qu'il fallait « euthanasier le rentier », la personne qui ne vit que du taux d'intérêt.

• On préfère accumuler du capital, épargner comme pour se créer une espérance d'immortalité… ?

C'est ce que disait Max Weber : le capitaliste c'est l'homme le plus riche du cimetière. Le capitaliste a été inventé par les protestants. C'est celui qui dit : je n'accumule pas pour moi bien sûr parce que je ne suis pas intéressé, j'accumule pour mes enfants. J'arrive donc avec un immense héritage que je leur laisse au moment d'arriver au cimetière et d'être enterré. Ce qui est faux, il a accumulé pour lui toute sa vie bien sûr parce qu'il n'a pas voulu vivre, il a préféré épargner, il a refusé de vivre.

• Que peut nous apprendre la littérature ?

Les écrivains sont des devins. Ils ont la prescience de ce qui va se passer. Ils ont la science de ce qui se passe et que nous ne voyons pas, de ce qui est en train de se passer chez nous et que nous ne percevons pas. Et aussi les poètes. Les peintres d'une certaine manière. Surtout les écrivains qui sont des espèces de sociologues divinatoires, avec un peu la magie de pouvoir deviner ce qui se passe vraiment dans une société.

Les artistes sont pour moi des sentinelles, ce sont des vigies, ce sont eux qui sont à la proue du bateau et qui voient arriver l'iceberg. Eux, ils le voient. Il y a un très beau tableau de Dalí qui s'appelle *Prémonition de la guerre civile.* Rien que le titre est extraordinaire. Donc, les artistes pressentent ce qui se passe, ce sont des gens d'une utilité totale. Je pense qu'on a besoin de chercheurs, de savants, de médecins, etc., et puis il y a des travaux qui ne sont peut-être pas parasitaires mais disons que la « com' », tous les gens qui se réunissent et qui font bosser les autres, la publicité, tout cela, c'est profondément inutile... C'est vraiment le talon de fer du marché qui s'exprime au travers de la publicité.

C'EST GRÂCE À L'ALTRUISME QUI EST INSCRIT DANS NOTRE GÉNÉTIQUE QUE NOUS SOMMES DEVENUS UNE ESPÈCE TOTALEMENT SUPÉRIEURE AUX AUTRES ET QUE NOUS IGNORONS JUSTEMENT LA LOI DE LA JUNGLE DONT LES LIBÉRAUX VOUDRAIENT POURTANT FAIRE UN PARADIGME.

L'intégralité de cet entretien est disponible en vidéo sur le site du Centre Laïque de l'Audiovisuel *www.clav.be*

RUMINATIONS RÉPUBLICAINES

Les attentats de Paris et de Copenhague et les mobilisations citoyennes, par delà la souffrance et la tristesse, ont provoqué un débat protéiforme sur la définition, sans cesse réinterpellée, et sur la traduction concrète des valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité. Il existe certes un très large consensus pour refuser catégoriquement tout dogmatisme et tout fanatisme. Cette attitude est même depuis quelques siècles un des attributs majeurs de la modernité. Mais au-delà de la nécessité évidente d'invoquer les vertus républicaines, la tolérance, la laïcité, la liberté d'expression, le respect d'autrui, il n'en reste pas moins que des interrogations surgissent sur le sens et l'articulation de ces principes au cœur de la cité. Ainsi en est-il du débat, par nature complexe et souvent passionné, entre universalisme et particularisme. Entre unité du genre humain et identités singulières. Faut-il privilégier les composants communs à tous les hommes, au risque de l'uniformisation, du nivellement, voire de l'imposition d'une forme subtile de néo-colonialisme mental de l'Occident ? Ou faut-il mettre l'accent sur le droit à la différence, sur les spécificités propres à un genre, une préférence sexuelle, une religion, une appartenance régionale, une culture ?

Emmanuel Kant, le grand philosophe des Lumières, qualifiait de « pensée élargie » notre capacité à se mettre à la place de l'autre pour saisir son point de vue. C'est même cette faculté qui pourrait le mieux définir notre humanité. Élargir notre vue, sortir de nous-mêmes, ouvrir l'horizon. Se hisser au-dessus de nous. Exactement le contraire d'une identité close sur elle-même, univoque et monolithique. L'opposé d'un narcissisme unidimensionnel qui nous enferme dans une essence figée et définitive. Hélas, pour des raisons complexes comme l'effondrement des grandes espérances politiques ou l'effritement d'un principe de sens émancipateur, chacun s'en retourne dans sa petite niche individualiste et s'y construit une identité d'une pureté dangereuse. Règne de l'infinie juxtaposition d'appartenances uniques alors que l'indépassable interdépendance des hommes entre eux et avec les écosystèmes devrait nous conduire vers le chemin d'une identité plurielle, complexe et mouvante selon les itinéraires existentiels de chacun.

Cette démarche suppose de prioriser l'universalité de l'humain contre la fétichisation du particulier. Et de postuler l'existence de valeurs et de vérités qui peuvent être admises par tous les humains, peu importe à ce stade leur sexe, leur religion, leur culture, leur langue ou leur tradition. Ainsi en va-t-il, à mon humble estime, de la connaissance scientifique, des droits et des libertés fondamentales de la personne humaine, de valeurs éthiques qui peuvent être mises en commun, du dialogue des cultures et des civilisations.

Ensuite, et seulement ensuite, toutes les spécificités et toutes les richesses de la diversité et de la différence devront se déployer et être respectées pour autant qu'elles ne s'opposent pas aux principes universalistes supérieurs. Il s'agit donc bien de hiérarchiser les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité. Le souci est d'amplifier le mouvement dans une plus grande globalité en y incluant à terme le non-humain, comme les animaux, et non de le restreindre vers le bas, par une réduction à une identité univoque, immobile et anthropocentrée. Place aux débats !

Jean Cornil

ANNE PROVOOST : LA FICTION ET LES COMBATS

Anne Provoost est une écrivaine flamande quinquagénaire née à Poperinge qui vit à Anvers. Ses thèmes de prédilection sont le racisme, l'inceste, les extrémismes et les discriminations. D'une renommée internationale, ses livres sont actuellement traduits en 20 langues. Un de ses romans *Le piège* a été adapté au cinéma dans le film *Falling* en 2001. Femme pétillante, mère de trois enfants Anne estime volontiers que la solidarité grandit une culture.

Par Sabine Beaucamp

Photo : André Delier

• Comment en es-tu venue à l'écriture ?

C'était un rêve d'enfant. Puis à 18 ans, j'ai décidé d'envisager l'écriture autrement. Je voulais me mettre au service de la littérature, être quelqu'un qui pense, écrit sur la littérature, qui en fait son sujet principal. Pendant 4 ans, j'ai étudié les langues germaniques en vue de m'approcher davantage de la littérature néerlandaise. Je me suis inscrite à un concours que j'ai gagné. J'avais écrit une fiction, une nouvelle…le début de l'aventure littéraire… J'ai écris mon premier roman à 23 ans en Amérique. Il a été publié lorsque j'avais 26 ans et s'appelle *Ma tante est un cachalot*.

• Les thèmes de tes livres sont-ils tirés de faits réels ou de faits divers ?

Il n'y a quasiment rien de ce que j'ai vécu qui se retrouve dans mes livres. Mais plus d'une fois j'ai songé à me projeter dans la peau de mes personnages. Actuellement, je suis occupée à écrire un livre dont le sujet central est ma grand-mère, c'est la première fois que je fais apparaître dans mes romans quelqu'un qui m'est très proche, qui a vraiment existé. Il s'agit de l'enfance de ma grand-mère, évacuée en train à Paris avec des milliers d'enfants durant la Guerre 14-18, *Les enfants de l'Yser*.

• Aujourd'hui Flamands et Wallons veulent-ils continuer à travailler l'art et la culture ensemble, selon toi ?

Il y en a qui nous suggère de ne plus le faire ! C'est un non-sens. Ce n'est certes pas un impératif, mais ce n'est pas non plus impossible. En France on appelle cela « réflexe identitaire ». En réalité, il existe une grande différence entre la culture et l'art. J'observe que l'on n'a jamais assez accordé de temps à expliquer les différences existant entre l'un et l'autre. Aujourd'hui, on ramasse les pots cassés.

Ce qui s'est passé avec Charlie Hebdo est un bel exemple du manque de compréhension. L'affrontement n'est pas inscrit d'emblée dans notre culture, par contre l'art peut en user ou le susciter. C'est ça que l'on n'a pas vu venir. Dans l'art, il y a toujours un contrat où l'on peut exprimer même les choses les plus graves. Charlie hebdo n'a pas été vu sous l'angle de l'art par les meurtriers, mais sous celui de la culture. Pour eux leur culture est inviolable, la mettre à mal est blasphématoire.

Nous n'avons pas besoin de la langue pour communiquer, pour nous exprimer. Les problèmes entre les francophones et les néerlandophones ne se posent donc pas sur le plan artistique. Si on cherche toujours la culture dans l'art, on finit par le tuer. C'est très dangereux de se livrer à cet exercice. C'est précisément la position de la NVA : essayer de nous faire croire que l'un a quelque chose à voir avec l'autre. Certes, l'art est lié à la culture mais il n'est pas compliqué pour l'art d'exclure complètement la culture.

• Que penses-tu des mouvements sociaux alternatifs comme par exemple « Hart Boven Hard » ?

Je les trouve méga importants ! C'est la seule chose qui va nous sauver car l'art ou la politique, à eux seuls, n'y arriveront pas. Il y a de grands manquements dans notre démocratie, elle est en souffrance. Le système qui limite les décisions politiques par les citoyens aux seules élections tous les 4 ans, est un bien mauvais système à mon sens. Le citoyen doit être plus impliqué en participant davantage au travers de consultations populaires où les gens sont bien informés, peuvent s'exprimer et réagir. C'est véritablement vers un mélange de ce type de systèmes qu'il faut tendre. « Hart Boven Hard » est un très bel exemple de réflexion quant au futur possible de la politique.

Il faut plus de militantismes, plus de mouvements citoyens. Ils doivent recevoir le soutien des artistes, notre soutien. On doit signer des pétitions, chanter, manifester *pour* et *avec* eux. Sinon, ils « mourront ». Ce sont là, les seuls leviers démocratiques que l'on peut actionner sur des questions de racismes, de nationalismes, d'inclusion-exclusion, d'intégration, de radicalismes et contre la rhétorique d'extrême-droite si forte aujourd'hui. Mon compagnon est aussi écrivain et militant-activiste. Notre maison est un nid de militants et de conférences. Toutes les réunions se passent dans notre cuisine ! Ainsi nous luttons avec des arguments bétons depuis dix ans contre un projet de construction d'un très grand viaduc à Anvers. Le projet n'a toujours pas été abandonné, et cela nous donne l'envie de continuer. Il ne faut jamais baisser les bras, être dans un combat de tous les instants. Dans ces moments de « petites révolutions », je considère que la littérature est source d'émancipation et de libération. Elle apporte beaucoup d'oxygène et le recul nécessaire pour envisager des pistes à la fois raisonnables et élaborer des arguments indémontables.

www.anneprovoost.be

Retrouvez la version intégrale de cette interview sur *www.agirparlaculture.be*

ÊTRE PROGRESSISTE FACE AU PROGRÈS

Couverture et illustrations par **Marion Sellenet**
www.marionsellenet.com

En quelques décennies, une déferlante continue de nouvelles technologies s'est abattue sur nous. Elle modifie peu à peu des pans entiers de notre quotidien, de notre rapport au monde et de notre corps. Il s'agit notamment pour les gauches de sortir de la fascination, d'aller au-delà de l'innovation technique et des discours marketés des compagnies multinationales qui les mettent sur le marché. Comment établir un rapport plus critique, plus politique avec nos outils et nos dispositifs techniques ? Quelles sont les conséquences sociales et culturelles de leur massification ? Comment la gauche peut-elle envisager le progrès sans marcher main dans la main avec un technocapitalisme fou ?

TECHNOSCIENCES : ILLUSION OU HORIZON ?

Les sciences et les techniques vont-elles nous conduire à un développement exceptionnel de notre humanité ou à un effondrement de notre humaine condition ? Réenchantement du risque et d'une humanité augmentée contre idéologies de la peur, technophobes et anthropophobes ?

Par Jean Cornil

Face aux saisissants progrès de la « grande convergence » entre les nanotechnologies, les biotechnologies, l'intelligence artificielle et les sciences cognitives (les « NBIC »), c'est, après la nature, l'humain qui est en chantier. Et donc une nouvelle définition de l'homme. Tentons de poser quelques termes du débat.

Tout d'abord trois constats. Comme l'écrivent Monique Atlan et Roger-Pol Droit, « *1 : l'homme pourrait être radicalement transformé par les moyens d'action des technologies actuelles ; 2 : les débats concernant les choix, les enjeux et les limites mobilisent des représentations divergentes de l'humain ; 3 : les philosophes modernes ont dans l'ensemble délaissé ces questions, alors même qu'elles se révèlent cruciales* »[1].

La définition dominante de l'homme a en effet varié au cours du temps : animal rationnel durant l'Antiquité, « âme étroitement unie au corps » pour la métaphysique cartésienne, puis, au 20e siècle, sujet assujetti aux structures et enfin vivant défini par ses capacités cognitives aujourd'hui. Loin d'être anecdotique, la définition que l'on assigne à l'humain mobilise des morales et des conceptions politiques, de l'esclavagisme au racisme, du totalitarisme à l'antihumanisme contemporain. Avec des conséquences extrêmement concrètes : citons, par exemple, le traitement de l'autisme, le rapport à l'animal ou la fécondation pour autrui[2]. Le choix d'un homme amélioré, le transhumanisme, en regard de l'homme biologique, poserait immédiatement des problématiques majeures en termes éthiques et politiques. Comment par exemple garantir à tous l'accès à cette humanité augmentée sous peine d'approfondir les inégalités déjà vertigineuses entre les hommes ? Comment définir une dignité humaine universelle « *avec l'apparition de tranches technologiques supérieures de l'humanité ?* » *Et « quelle serait la nature du régime politique susceptible d'assurer la cohabitation inégalitaire entre les "augmentés" et la masse ordinaire ?* »[3]

L'AVÈNEMENT DES TECHNOSCIENCES

Plus encore, l'approche des sciences et des techniques a subi des métamorphoses tout au long de l'histoire de la pensée. Traditionnellement, dans le sillage des œuvres de Platon et d'Aristote, les technosciences sont mal considérées car elles concernent un savoir pratique et la réalité sensible, par nature incertains et imparfaits. Le travailleur-producteur est à peine digne d'être un homme, menant une existence déconsidérée par son contact permanent avec la matière. À l'inverse, la forme de vie supérieure est la vie contemplative des vérités essentielles, immuables et immatérielles. Ici pas de compromission avec la matière, le temps et l'action[4].

À la Renaissance, dans le prolongement de Galilée et de Bacon, les lignes bougent et la science, entendue comme découverte des lois de la causalité des phénomènes, permet une intervention dans l'univers, dans la matière, même si la production et l'action restent déconsidérées. Tout change à la fin du 20e siècle, où la théorie et son application concrète, la technique, sont en constante interaction dans une logique pragmatique. Les technosciences deviennent dynamiques, actives et productives. Elles développent des capacités à modifier fondamentalement la matière et à créer ses objets propres. Mutations biologiques, intelligence artificielle, réalité virtuelle, cybernétique…

Le statut de la science et de la technique s'est donc profondément transformé. Il ne s'agit plus de contempler un ordre harmonieux mais « *de maîtriser et de dominer la nature* », selon la formule de Descartes, par la découverte des lois mathématiques qui organisent le réel. Puis par les révolutions scientifiques, comme la révolution informatique et celle de la biologie moléculaire qui nous invitent à « *habiter technologiquement le monde* » comme le note Michel Puech[5]. Pourtant, comme l'indique Gilbert Hottois, l'ambivalence domine aujourd'hui à l'égard des sciences et des techniques. Ambivalence qui tranche avec l'optimisme et l'idée du progrès continu issu des Lumières. « *L'erreur simplificatrice serait de penser que l'humanité est malade de ses outils et de ses moyens ; elle en a au contraire plus besoin que jamais, avec bientôt huit milliards d'individus sur terre. Ce qui est en cause est plutôt l'excès qui caractérise sa logique de développement, ce qui rend l'ambigüité irréductible* » écrit Pascal Chabot[6].

ENCENSER OU REDOUTER LE TECHNOCAPITALISME ?

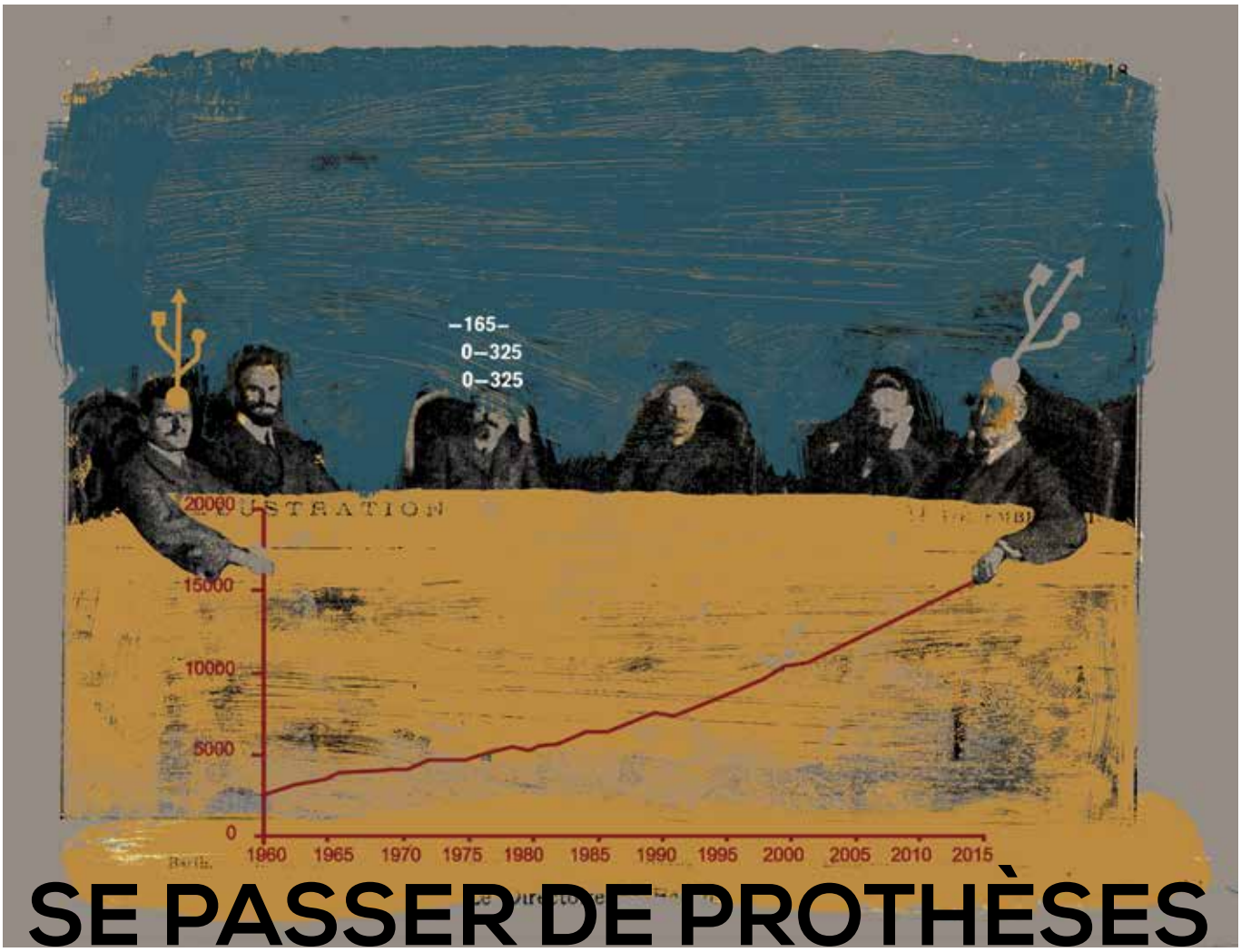
Face aux fulgurantes évolutions des technosciences et des profondes transformations culturelles qu'elles entrainent, on peut esquisser une configuration des points de vue en présence. L'attitude technophobe d'abord : l'intervention de l'homme dans la nature est porteuse de périls jusqu'à menacer l'existence même de l'humanité à la fois par la dégradation de la biosphère, par les moyens de destruction massive et la conception d'un humain désormais opérable et transformable. Telle est par exemple la conception de Hans Jonas au travers de « l'heuristique de la peur » (c'est la crainte de perdre quelque chose qui en constitue sa valeur) et du principe de précaution qui réhabilite la notion de limite face au risque de dénaturation de la nature et de l'homme. L'opinion publique est infantile et manipulable. Face à l'utopie du progrès illimité, seule une forme de gouvernement des sages peut imposer une politique de retenue, de modération et de prudence afin de « sauver » l'humanité pour les générations futures. Dans une perspective critique, il faut souligner le fondamentalisme et le millénarisme de cette attitude qui absolutise les enjeux écologiques et abandonne l'idéal démocratique.

En revanche, toute l'œuvre de Gilbert Simondon illustre une confiance dans les technosciences qui se caractérisent par leurs aspects universels et émancipateurs. Sa technophilie se veut résolument humaniste. Il veut reconnaître et valoriser à la fois la technique, la culture et la nature, en s'efforçant de les faire communiquer entre elles. Mais il écrit à la fin des années 1950, comme le rappelle Gilbert Hottois, à un moment où l'homme n'est pas encore affecté dans son essence même par la technologie. Aujourd'hui, les évolutions de la science et des techniques ont des partisans d'un optimisme absolu. Ainsi

Gérald Bronner qui nous prédit un avenir radieux dans l'espace, sur des exoplanètes «*à quelques dizaines d'années-lumière autour de la terre*». En réenchantant le risque, il nous invite à nous considérer plus comme des humains que comme des terriens[7]. Même logique au travers des modifications de notre humanité même par un organisme cognitif augmenté de par la puissance des réseaux, des codes numériques et de l'intelligence artificielle. Serons-nous demain des robots clairvoyants, débordés par nos propres créations et marginalisant notre humanité classique au profit d'une humanité parallèle constituée de flux électroniques intelligents ?[8] Notre mémoire deviendra-t-elle une clé USB ? Vivrons-nous 150 ans ? Fabriquerons-nous nos médicaments sur une imprimante 3D ? Deviendrons-nous des êtres mi-biologiques mi-informatiques connectés sur le Web ?

Que restera-t-il alors de notre humanité ? Est-ce assuré que le transhumanisme apportera le bonheur universel ? L'homme augmenté garantira-t-il une élévation de l'éducation et de la maturité ? Permettra-t-il un plus juste partage des connaissances et des richesses ?[9] Pencherons-nous vers la «petite poucette» de Michel Serres[10] ou vers une société de contrôle, incontrôlable et irrationnelle, où règnent la misère spirituelle, la consommation effrénée, le désir addictif, le capitalisme hyperindustriel tel que décrit par Bernard Stiegler ?[11]

[1]Monique Atlan et Roger-Pol Droit, Humain, *Une enquête philosophique sur ces révolutions qui changent nos vies*, Flammarion, 2012.
[2]Francis Wolff, N*otre humanité, D'Aristote aux neurosciences*, Fayard, 2010.
[3]Thierry Blin, «Le transhumanisme ? Non, merci !», *Marianne*, 6-12 février 2015.
[4]Gilbert Hottois, *De la Renaissance à la Postmodernité*, De Boeck, 2002.
[5]Michel Puech, *Homo Sapiens Technologicus*, Le Pommier, 2008.
[6]Pascal Chabot, *Global burn-out*, Presses Universitaires de France, 2013.
[7]Gérald Bronner, *La planète des hommes, Réenchanter le risque*, PUF, 2014.
[8]Eric Sadin, *L'humanité augmentée, L'administration numérique du monde*, Éditions de l'Echappée, 2013.
[9]Geneviève Ferone, Jean-Didier Vincent, *Bienvenue en Transhumanie, Sur l'homme de demain*, Grasset, 2011.
[10]Michel Serres, *Petite Poucette*, Le Pommier, 2012.
[11]Bernard Stiegler, *Mécréance et discrédit, V.3 : L'esprit perdu du capitalisme*, *Galilée, 2006.*



SE PASSER DE PROTHÈSES TECHNOLOGIQUES

Julien Mattern est Maitre de conférences en sociologie à l'Université de Pau. Il avait écrit *Le cauchemar de Don Quichotte* avec Matthieu Amiech, un essai contre la fascination par le capitalisme des milieux militants qui luttent contre lui. Se revendiquant d'une sociologie critique de l'innovation technologique, il répond ici à nos questions sur l'impact du déferlement des technologies contemporaines propulsant une idéologie technophile et des conséquences sociales et culturelles d'un monde de plus en plus mécanisé.

Propos recueillis par Aurélien Berthier

• On a l'impression de faire face à un monde de plus en plus déshumanisé et peuplé d'automates. Les répondeurs téléphoniques ou les « guichets en ligne » sur internet remplacent des interlocuteurs dans les administrations, banques, postes, caisses de supermarché ou autres services. Est-ce qu'on sait quels effets sociaux ou culturels provoque cette déshumanisation ?

On fait souvent l'erreur de voir chaque objet technique (par exemple, un téléphone portable) comme un simple outil répondant à un besoin bien défini dans le temps et l'espace. De ce point de vue, quel que soit l'objet considéré, on pourra presque toujours trouver une pluralité de pratiques tendant à valider l'idée que « tout dépend de l'usage qu'on en fait ». Or, même avant « l'internet des objets » qui les connectera tous, nous n'avons pas seulement affaire à des outils mais à un système technique, à un « monde » dans lequel baigne chacun d'entre nous, qui conditionne nos manières de sentir, de penser, et nos rapports aux autres. Ces objets techniques, qui sont une idéologie matérialisée, constituent désormais le cadre de socialisation des plus jeunes. Comme l'ont fait hier l'automobile et la téléphonie, le milieu formé par l'ensemble des technologies numériques est probablement en train de transformer profondément les relations humaines et les rapports de pouvoir.

Mais on ne pourra connaître vraiment les effets de ces technologies qu'a *posteriori*, une fois celles-ci adoptées et « appropriées » par les sociétés. De toute façon l'innovation est devenue un tel impératif qu'un tel bilan a peu de chances d'être établi : à peine adoptées, les nouvelles technologies sont chassées par d'autres, encore plus nouvelles. Nous ne sommes pas dans un processus de « transition » qui nous mènerait d'un univers à un autre et que nous pourrions réguler, mais face à ce que Michel Tibon-Cornillot a appelé un « déferlement technologique », au-delà de toute maîtrise consciente et laissant très peu de place à la réflexion critique.

Toutefois, pour répondre à votre question, chacun peut aussi s'appuyer sur son expérience concrète de ces objets, ainsi que sur toute une série d'analyses fragmentaires qui viennent des États-Unis, où le processus est suffisamment avancé pour que les effets sociaux et psychologiques soient très visibles (cf. Nicolas Carr ou Sherry Turckle par exemple). Mais il faut noter que la critique de la mécanisation du monde a au moins un siècle (cf. Walther Rathenau pour l'Allemagne). Certaines analyses déjà anciennes, comme celles de Günther Anders ou Bernard Charbonneau semblent avoir dit l'essentiel. En fait, le point à éclaircir est plutôt de comprendre pourquoi et comment, malgré cette expérience, tous ces avertissements, ces inquiétudes et ces dénonciations, il existe un tel consensus, parmi les acteurs ayant un peu de pouvoir, pour développer et diffuser ces technologies.

• Outre les automates de notre quotidien, c'est également dans l'espace professionnel que la robotisation progresse fortement et remplace des postes auparavant tenus par des humains. Quels sont les enjeux de cette robotisation du monde du travail ?

Au moment où elle fut massivement mise en œuvre, au milieu du 20e siècle, on a pu penser que l'automatisation allait soulager les hommes d'un certain nombre de tâches pénibles ou dangereuses. Elle l'a fait en partie. Mais elle n'a pas fait disparaître ce genre de tâches, et en a même créé de nouvelles. De plus, en donnant congé à l'homme dans des secteurs croissants de la production de marchandises, l'automatisation a réduit l'importance des savoir-faire personnels et transféré l'autorité à des dispositifs impersonnels, sapant par-là même les capacités de résistance des salariés et les perspectives de réappropriation de l'appareil productif. Enfin, depuis une trentaine d'années, elle a entraîné beaucoup de chômage, que ne parvient pas à résorber la quête désespérée de « nouveaux gisements de croissance ».

En fait, depuis la révolution industrielle, les machines ont rarement été conçues pour soulager la peine des hommes. Le principal but de l'automatisation réside dans les gains de productivité qu'elle promet. Or en régime capitaliste la productivité est un impératif aveugle et permanent, puisque chaque gain est invariablement « annulé » par la généralisation à la concurrence des nouvelles techniques.

Vu sous cet angle, le problème est bien plus profond que la simple mise en place de « robots ». L'automatisation proprement dite n'est bien souvent que la dernière phase d'un processus qui, dans un premier temps, a standardisé, appauvri, et déqualifié le travail humain – une « robotisation de l'homme » qui rend ce genre de poste de travail effectivement peu défendable et prépare sa disparition. Le processus qui a abouti aux lignes de caisse des hypermarchés semble bel et bien destiné à déboucher inéluctablement sur les étiquettes RFID et le péage automatique.

• Dans votre livre, *Le cauchemar de Don Quichotte*, vous abordez l'idée de la difficulté d'être dans une critique du système capitaliste tout en étant partie prenante et fasciné par lui. Dans quelle mesure les technologies contemporaines (smartphones, tablettes, les réseaux sociaux jusqu'aux promesses d'« humain augmenté » du projet transhumaniste) participent-elles à ce phénomène de fascination ?

Ce n'est pas par contrainte que les objets que vous citez ont été massivement adoptés, validant ainsi le système marchand qui les produit. Ils fascinent et suscitent une adhésion massive, notamment parce qu'ils correspondent à des désirs, à des fantasmes très anciens (maîtrise, ubiquité, immortalité...), tout en prétendant les accomplir en suivant la ligne du moindre effort. Le rôle du marketing n'est pas négligeable dans cet enthousiasme apparent.

Mais il faut aussi rapporter cette puissance de fascination au fait que ces marchandises s'inscrivent dans une trajectoire historique de long terme : la massification de la production, l'urbanisation générale et la bureaucratisation détruisent les conditions d'une vie autonome. Cette trajectoire appelle presque naturellement des prothèses technologiques pour résoudre (temporairement) les problèmes qu'elle a elle-même engendrés. Par surcroît, l'idéologie technophile dessine un horizon utopique qui donne un sens historique à toute cette histoire.

Par exemple, le développement industriel a liquidé une grande part des relations humaines traditionnelles (avec toute leur ambivalence), mais il n'a pas supprimé pour autant le besoin de rapports humains. Les « réseaux sociaux » viennent à la fois compenser cette perte, tout en prétendant offrir mieux : des rapports humains à la carte, totalement maîtrisés (ou totalement aléatoires), débarrassés des anciennes pesanteurs, des lenteurs et des préjugés.

Dans les transports en commun, c'est un univers par nature impersonnel et massifié – et qui plus est déshumanisé par les grandes transformations techniques des années 1960 et 1970 – que les écrans, tablettes et téléphones prétendent « ré-humaniser ». Tout en promettant une vie inédite, sans temps mort, où toutes les opportunités de la vie urbaine peuvent être saisies.

En médecine, on parle régulièrement des « fantastiques percées » rendues possibles par la technologie (pour traiter les cancers, les maladies génétiques, etc.), et certains y voient les prémices d'une amélioration de l'homme et d'une prolongation indéfinie de la durée de vie humaine. Or une partie des problèmes sanitaires qu'il s'agit de traiter sont directement liés aux conditions de vie dans les sociétés industrielles : vie hors-sol dans les grandes agglomérations, circulation massive d'êtres humains et de marchandises, exposition généralisée aux substances toxiques. Tout cela impose une prise en charge sanitaire beaucoup plus serrée des individus. Dans ces conditions, les promesses transhumanistes sont certes à la fois ridicules et terrifiantes. Mais elles sont aussi un écran de fumée devant des pratiques plus concrètes d'adaptation de l'homme à des conditions de vie de plus en plus pathogènes. Comme s'il fallait sans cesse en rajouter dans la surenchère pour justifier une réalité beaucoup plus décevante, dont les causes profondes restent hors de portée.

• Et est-il possible de sortir de cette fascination ? Est-ce que je peux être contre le capitalisme et utiliser ces outils ?

Bien sûr, on peut sortir de cette fascination. On peut même s'efforcer de dépendre le moins possible de ces macro-systèmes techniques. Se passer de téléphone portable, de tablettes et ne pas fréquenter les réseaux sociaux n'est pas si difficile. C'est à la fois une manière de s'efforcer d'être cohérent dans la critique, et souvent un moyen de se préserver physiquement et mentalement.

Toutefois, devant l'ampleur de la marchandisation et de l'artificialisation du monde, ce genre d'efforts individuels est un peu dérisoire, et ne permet pas du tout de sortir de la société industrielle. Quant à fixer des exigences individuelles beaucoup plus radicales (pas d'ordinateur, pas d'automobile, pas de travail salarié, pas de consommation marchande), cela risque d'être le meilleur moyen de les abandonner très vite. En fait il y a déjà beaucoup à faire en se concentrant collectivement sur les fronts où progresse le désastre : informatisation générale, « grands projets inutiles », « techno-sciences », etc.

PAUL JORION : DES ROBOTS ET DES HOMMES

Anthropologue, spécialiste d'économie, titulaire de la chaire « Stewardship of Finance » à la Vrije Universiteit Brussel et bloggeur très suivi, Paul Jorion revient sur la mécanisation du monde en cours jusqu'aux valeurs que partagent les néolibéraux avec les robots.

Propos recueillis par Aurélien Berthier

• Vous dites que des millions d'emplois sont menacés, que d'ici 20 ans près de 50 % des emplois seront assurés par des machines. Contrairement à l'idée reçue, la technologie détruirait donc plus d'emploi qu'elle n'en crée ?

Et encore, c'est une projection qu'on fait maintenant, avec l'état actuel de la technologie. Comme la technologie va s'améliorer encore, ce chiffre sera probablement beaucoup plus élevé que cela. On ne voit pas d'emploi humain qui ne soit remplaçable par du mécanique. Sauf à ce qu'il y ait une politique délibérée. Par exemple de dire que les personnes en train de mourir doivent être assistées par un être humain et non par un robot.

On arrive à un état où tout ce que nous savons faire, la machine peut le faire mieux. Si on parle de la singularité comme du moment où l'ordinateur prend le pouvoir sur nous, ça se passe vers 1980, lors de l'invasion de l'ordinateur individuel. Le passage s'est fait là. À partir du moment où il y a un logiciel qui assiste les décisions, les personnes qui viennent après ceux qui ont créé ce logiciel n'ont plus aucune conscience du mécanisme. Elles savent qu'il faut appuyer sur le bouton pour obtenir le résultat. Mais en général, il y a une déclassification sur laquelle Bernard Stiegler attire d'ailleurs l'attention. Le fait qu'à emploi égal, par exemple dans une banque celui qui s'occupe de la valorisation du calcul des obligations, maintenant, c'est quelqu'un qui a une qualification bien inférieure par rapport au moment où il fallait concevoir les logiciels. À l'époque, on devait comprendre comment cela fonctionnait. Maintenant plus. On perd des capacités. Non seulement la machine raisonne mieux que nous mais nous, en parallèle, nous cessons de réfléchir puisque la machine le fait bien.

• Cette robotisation va créer un chômage de masse. Qu'imaginez contre cela ? De nouvelles révoltes luddites ?

Si personne ne fait aucun effort pour maitriser cela oui, cela conduira à des révoltes luddites, des gens qui considèrent qu'il faut casser la machine. Le luddisme, c'est justifié par le fait qu'on n'a jamais permis à celui qui est remplacé par la machine dans notre régime de propriété privée de bénéficier véritablement du bénéfice qui en résulte. C'est le propriétaire de la machine qui va en bénéficier. En fait, il y a deux questions distinctes : est-ce que c'est une bonne idée d'inventer des machines pour nous remplacer, oui. Est-ce que c'est une bonne idée que seuls les plus riches bénéficient de cela, non. C'est pour ça que j'ai proposé avec Bruno Colmant, dans *Penser l'économie autrement*, une taxe sur la productivité des machines qui permettrait au travailleur remplacé par un logiciel ou un robot de bénéficier lui aussi de cette mécanisation globale au lieu d'en être simplement la victime.

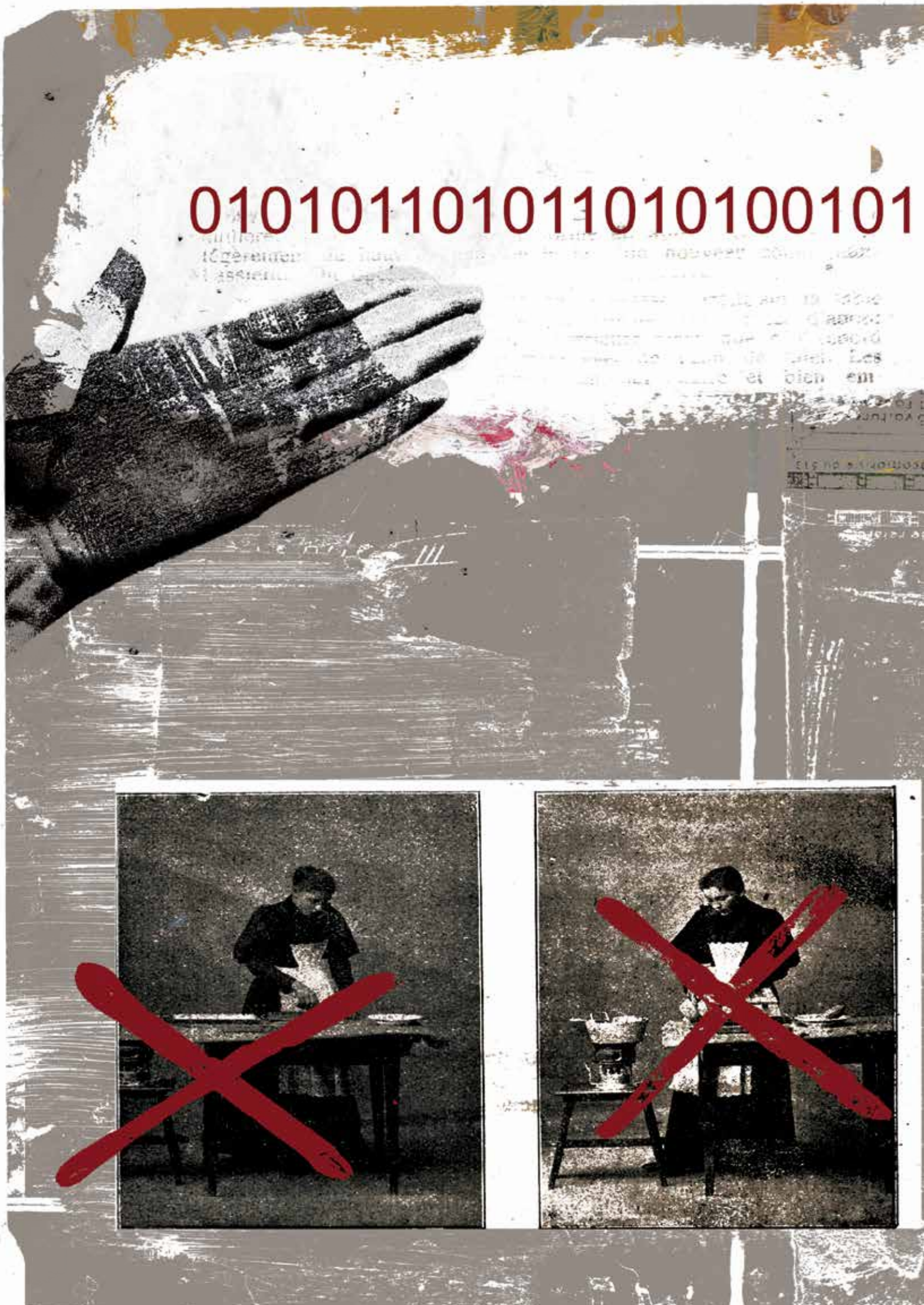
• D'une manière plus générale, comment faire pour que progrès technologique rime un peu plus avec ses valeurs de progrès social et démocratique ?

On s'est beaucoup leurré sur la notion de progrès. En 1867, avec l'abrogation des lois qui interdisaient la spéculation (ou en France en 1885), on disait : « la spéculation, c'est le progrès ». Le mot « progrès » dit « vous êtes un imbécile si vous ne croyez pas à ça ». Le mouvement technologique n'a jamais été spécialement motivé par le progrès mais plutôt par le profit. Ça continue de cette manière-là. La différence entre droite et gauche ne se situe pas par rapport à une attitude vis-à-vis de la technologie mais par rapport au partage des bénéfices que ça rapporte. Ce qui est de gauche, c'est de dire on partage les bénéfices, ce qui est de droite c'est de dire, c'est celui qui a apporté le capital qui en bénéficie.

• La société est de plus en plus régie par des algorithmes, ces programmes informatiques destinés à accomplir une tâche sont au cœur de plus en plus de services privés et publics (Éducation, santé, énergie…) Est-ce qu'on ne risque pas d'entrer peu à peu dans une tyrannie de l'efficacité ?

On en est déjà là. Le tournant, c'est les années 1970 avec Thatcher et Reagan ou le prix Nobel Gary Becker en 1992 disant qu'on peut tout marchandiser, tout calculer et qu'il faut tout calculer… C'est la reconnaissance de la victoire du robot, que la technologie soit là ou non. C'est *Metropolis*. On donne le pouvoir à une rationalité purement quantitative et on évacue la question qualitative. La méthode du robot c'est la même pensée que le néolibéralisme : dire que c'est la rentabilité qui va décider.

Le problème que nous avons est que l'homme d'affaires a gagné. Et l'homme d'affaires n'est pas un très bon philosophe. C'est une sorte de robot avant la lettre. Et malheureusement, il n'y a plus qu'eux qui prennent les décisions. Le problème n'est pas celui de la technologie mais celui d'un système politique où nous nous désintéressons de ce qui se passe. On s'est déjà déresponsabilisé au profit d'individus aux schémas de pensées très robotisés. On a déjà abandonné sa souveraineté à quelqu'un d'autre ou quelque chose. Robot ou pas, peu importe.


0101011010110101001 01

DU PC AU PC, UNE RÉVOLUTION

Il existe un fil conducteur entre les valeurs de mai 68 et celles qui président à un individualisme nous conduisant à des mutations technologiques de plus en plus poussées de notre environnement et bientôt de notre corps. Comment une alliance d'apparence paradoxale entre la génération 68 et le néolibéralisme mettant la liberté individuelle au centre a-t-elle pu se nouer pour devenir matrice à de nouvelles transformations des technologies et des valeurs ?

Par Michel Gheude

Trotskistes, maoïstes, castristes, les étudiants de mai 68 ne connaissent encore qu'une alternative à notre société : le communisme. Mais pendant qu'ils discutent de l'imminence de la Révolution, les chars du Pacte de Varsovie assassinent le Printemps de Prague. Puis, la guerre du Vietnam à peine finie, les boat-people fuient par milliers le régime de Hanoï. Les dirigeants de la Fraction armée rouge sont trouvés morts dans leur prison de Manheim. À l'aube des années 80, le Che est définitivement mort et l'espoir s'appelle Lech Walesa.

ENTRE LES FONDS DE PENSION…

Pendant ce temps-là, la génération qui a rejoint massivement les rangs de la classe moyenne durant les Trente Glorieuses arrive à la retraite. Son train de vie s'est amélioré de manière significative mais sa pension de retraite est modeste. Heureusement, beaucoup ont fait des économies. Ils en attendent désormais d'importants compléments de ressources. Les fonds de pension dévalent sur les marchés financiers. Un seul mot d'ordre : 15 % !

La bourse des papys bouscule le capitalisme de papa. Les OPA hostiles se multiplient. Les cadres supérieurs, gardiens d'un certain équilibre entre actionnaires et travailleurs sont remplacés par des managers qui représentent clairement les intérêts du capital. On les intéresse aux résultats par des rémunérations exorbitantes. Les entreprises délocalisent et externalisent au maximum pour diminuer les coûts. Le phénomène booste la créativité et les gains de productivité. Les salaires sont mis sous pression mais la concurrence accrue pousse à la baisse des prix de sorte que le niveau de vie progresse malgré des salaires freinés et des taux de chômage importants.

Cette révolution dans l'entreprise va s'appuyer sur le développement des services attendus par les nouveaux consommateurs, ceux de la génération 68.

… ET LES LIBERTAIRES DE 68

Le principe politique de la génération 68, c'est la lutte contre l'autoritarisme. Celui du curé, de l'école, de la police, de l'hôpital, de la banque. Ce qu'elle veut, c'est la diversité, l'initiative individuelle, la participation personnelle, le projet plutôt que la fonction, la liberté de choisir ses modes de vie, son logement, sa mobilité, son alimentation, l'éducation de ses enfants. La liberté sexuelle est son drapeau. Et donc l'égalité hommes-femmes. Les femmes sont des hommes comme tout le monde. Et les gays. Et les noirs. Et les malades. Et les fous. Elle déteste le conformisme. Elle refuse d'être noyée dans la masse. Métro, boulot, dodo : non ! Ce qu'elle n'aime pas dans l'entreprise capitaliste, ce sont les petits chefs, les contremaîtres, le travail à la chaîne.

Quand cette génération arrive sur le marché du travail, elle choisit de préférence les entreprises qui peuvent porter les valeurs de sa contre-culture : les médias, la communication, la publicité. Et les nouvelles technologies. En quelques années, elle va révolutionner la vie quotidienne. Le walkman arrive en 1979. Il inaugure le marché de la technologie miniaturisée qui permet au consommateur de l'individualiser et de l'emporter avec lui n'importe où. En cette même fin des années 70, apparaissent le Apple II, le Commodore, le Tandy 80. Et en 1981, le PC d'IBM. Une technologie jusque-là conçue pour des usages collectifs, s'individualise, donne aux individus plus d'autonomie, plus de choix, plus d'indépendance. Chacun dispose bientôt d'une machine multifonctionnelle qui devient à souhait une radio, un album photo, un livre, un dossier médical, une calculatrice, une caméra, une photocopieuse, un jeu de cartes… Ce qui va suivre, le web, le téléphone portable, la tablette, le smartphone, les imprimantes 3D, tout ira dans le sens de cet individualisme.

UNE ALLIANCE IMPRÉVUE

Ainsi, une alliance de fait s'est nouée incognito entre la contre-culture de 68 et le néo-libéralisme. Ils avaient une technologie et un marché en commun. Ils avaient aussi le même ennemi : l'État national autoritaire, bureaucratique, empêtré dans ses lenteurs, ses rigidités, ses éternels déficits, ses taxes, sa méfiance viscérale envers les innovations de la société et du marché. La contre-culture devint dominante au moment même où aux États-Unis comme en Angleterre, des dirigeants conservateurs, élus par les retraités, prenaient la tête de l'État et lançaient les politiques néolibérales. Thatcher était très évidemment une femme conservatrice pétrie de morale traditionnelle, mais, en rupture avec les conservateurs, elle mettait l'individu, sa liberté comme sa responsabilité, au-dessus de tout. Aux États-Unis aussi, Reagan se prononça fermement pour les libertés individuelles. Il prit spectaculairement position en faveur des mouvements gay et LGBT contre l'initiative Briggs qui proposait d'écarter les enseignants homosexuels. C'est pendant les années Reagan que la contre-culture gay s'imposa comme une composante essentielle au cinéma, dans la musique, la mode, les arts plastiques. Les Yippies révolutionnaires du Youth International Party devinrent les Yuppies. À la fin des années 80, alors que le mur de Berlin tombait, le titre du livre manifeste de Jerry Rubin, *Do it* (Seuil 1971), devint le « *Just do it* » de Nike.

L'INDIVIDUALISME DE MASSE

La génération 68 a donc fait sa révolution en passant du Parti Communiste au Personnal Computer. Pas par une prise du pouvoir d'État, mais par le tissu associatif, le marché, l'économie, la consommation, les médias, la culture, la famille.

Comme l'a très bien écrit le sociologue Paul Yonnet, son individualisme s'est opposé au collectivisme des sociétés socialistes, mais aussi à l'individualisme traditionnel des élites cherchant à se distinguer des masses. Il s'agit d'un « individualisme de

masse». Il n'a rien à voir ni avec l'isolement ni avec l'égoïsme. Il implique tolérance, connexion avec les autres et solidarité. Solidarité mise en actes dans la sécurité sociale instaurée par la génération précédente, mais complétée par les actions d'une myriade d'associations et d'ONG. Solidarité mise en scène dans les multiples téléthons, sidactions, spectacles des Enfoirés etc. Enfin, solidarité familiale qui survit largement à la diversification et à la volatilité des modèles familiaux issus de la révolution sexuelle et de l'égalité hommes-femmes.

IL EST INTERDIT D'INTERDIRE

Des penseurs comme Isaiah Berlin et Ruwen Ogien ont théorisé les relations entre l'individu contemporain et l'État en formalisant le concept de «liberté négative»: «*nous sommes libres si nous n'avons pas de maîtres, si personne, État ou autres individus, ne nous domine*». Dans cette conception, l'État n'a pas à nous imposer une vision de la vie bonne. Chacun peut disposer de son corps et de sa vie. L'État n'a pas à interdire le suicide. Ni l'euthanasie. Ni l'avortement. Ni les différentes formes de procréation assistée y compris la gestation pour autrui. Ni l'usage de certaines drogues. Il est possible que se droguer nous fasse du tort mais nous sommes seuls maîtres de nous-mêmes.

Ici commence l'utopie transhumaniste qui radicalise le concept de liberté négative. Si un individu peut faire usage de viagra en cas de déficiences sexuelles, pourquoi, ne souffrant d'aucune déficience, ne pourrait-il pas faire usage du même viagra pour améliorer ses performances sexuelles. Si un individu peut faire usage de marijuana pour lutter contre la douleur, pourquoi ne pourrait-il aussi en faire usage pour «planer»?

Dans la même perspective, si des substances existent qui permettent d'améliorer les performances sportives, pourquoi serait-il interdit d'en faire usage? De même que la Formule 1 permet d'expérimenter des innovations techniques qui se retrouveront dans la production industrielle demain, le sport de haut niveau devrait permettre d'expérimenter des produits et des techniques qui seront utilisés bientôt par tout un chacun dans d'autres activités qui requièrent des efforts soutenus.

Le développement des biotechnologies et des génothérapies seront des outils majeurs de la médecine pour éviter les handicaps de naissance et les maladies héréditaires. Mais ces mêmes outils pourront conduire aussi à de nouvelles formes d'eugénisme. Non plus le cauchemar de l'eugénisme d'État qui permet aux gouvernants de programmer les humains à venir et d'en faire des esclaves, mais un eugénisme individuel. Il permettra aux parents non seulement d'éviter des handicaps mais aussi de donner à leurs enfants un maximum d'atouts et de capacités.

Parallèlement, nos technologies de l'information progressent un million de fois plus rapidement que l'évolution biologique. D'ici quinze ans, nos ordinateurs seront globalement plus puissants que le cerveau humain, ce que le philosophe Ray Kurzweil appelle *la singularité*. Après avoir produit des prothèses intelligentes et des cœurs artificiels, nous pourrons sans doute nous implanter des cerveaux artificiels ou combiner physiquement des outils d'intelligence artificielle avec le cerveau humain.

En tout cas, l'idée d'un homme «augmenté» est à portée technologique. Engendrer des hommes meilleurs, augmenter leurs capacités, leur donner les moyens de ne pas souffrir et de ne pas vieillir, orienter et accélérer l'évolution biologique de l'Homme, c'est un projet qui va dans le sens d'une humanité pensée comme un ensemble d'individus dont l'autonomie est maximale et les choix de vie de plus en plus nombreux et ouverts. Les nouvelles technologies dont le développement a accompagné la progression de l'individualisme de masse qui caractérise la révolution 68, ouvrent un avenir utopique qui ne peut se réaliser que dans des États démocratiques qui n'interviendraient pratiquement plus dans les choix des individus dans la mesure même où ceux-ci disposeront eux-mêmes des outils de développement personnel et de coopération que seuls les États pouvaient jusqu'ici leur assurer.

«LA GÉNÉRATION 68 A DONC FAIT SA RÉVOLUTION EN PASSANT DU PARTI COMMUNISTE AU PERSONNAL COMPUTER. PAS PAR UNE PRISE DU POUVOIR D'ÉTAT, MAIS PAR LE TISSU ASSOCIATIF, LE MARCHÉ, L'ÉCONOMIE, LA CONSOMMATION, LES MÉDIAS, LA CULTURE, LA FAMILLE.»

Retrouvez cet article en version intégrale sur *www.agirparlaculture.be*

LE PROGRÈS EST-IL UN PROGRAMME POLITIQUE ?

Hubert Guillaud est journaliste et blogueur, auteur prolifique d'analyses sur internet et le numérique notamment au sein du journal en ligne InternetActu.net dont il est le rédacteur en chef. Il développe une analyse passionnante au fil de ses billets sur les logiques des technologies contemporaines, sur le contenu politique sous-jacent de leurs usages et de leurs discours.

Propos recueillis par Aurélien Berthier

• La Silicon Valley (notamment au travers des GAFAM, Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft, ces 5 méga-compagnies américaines qui trustent les technologies numériques) a-t-elle un programme politique ?

La Silicon Valley n'a pas de « programme » à proprement parler, autre que le capitalisme, la croissance et l'innovation technologique. Mais ces trois principes n'en forment pas moins un programme politique à part entière. La critique marxiste nous a montré depuis longtemps que le capitalisme était bien un programme politique. La critique écologique, et notamment ceux qui portent la question de la décroissance, a souligné les limites et les risques de la croissance économique — et le réchauffement climatique la rend éminemment prégnante. Par contre, politiquement, la critique du progrès a toujours eu plus de mal à s'exprimer ou à faire programme politique. La recherche de l'efficacité, du perfectionnement, de l'amélioration technique, sociale, économique, politique, médicale... la recherche d'un « mieux-être » de « l'optimisation », de l'« amélioration »de nos existences, est une caractéristique, une aspiration profondément humaine, qui, de prime abord, semble « apolitique ». Mais qui nécessiterait d'être profondément interrogée, à la suite de penseurs comme Jacques Ellul, Ivan Illich, Ulrich Beck et tant d'autres.

Le problème est que la critique du progrès se cristallise le plus souvent dans une technophobie, dans un rejet du progrès technique, qui n'arrive pas à distinguer ce qui relève de la technique et ce qui relève de son ingénierie, c'est-à-dire de la manière dont elle est implémentée. Or, si la technique n'est jamais neutre, la façon dont elle est conçue, développée, implémentée est essentielle pour distinguer ses effets.

Contrairement à ce qu'on pense trop souvent, inventer une arme n'est pas neutre : ça reste une arme. Les organismes génétiquement modifiés ou la géo-ingénierie peuvent être analysés de manière neutre, mais la façon dont ils sont implémentés ou promus par leurs tenants, elle, ne l'est aucunement. De même, les autres formes d'innovation, sociales ou politiques, ne sont pas indépendantes de la manière dont elles sont réalisées.

Cela dit, on trouve tout de même dans la Silicon Valley de nombreux entrepreneurs, et non des moindres, qui adhèrent à des programmes politiques ou philosophiques. C'est notamment le cas de deux grands mouvements de pensée qui s'expriment notamment dans le milieu de l'entrepreneuriat technologique américain (mais pas seulement) : le cyberlibertarianisme et le transhumanisme.

• Qu'est-ce que le cyberlibertarianisme ?

Le cyberlibertarianisme est un courant politique on ne peut plus libéral qui trouve ses sources dans « l'idéologie californienne »et désigne une collection d'idées qui relie l'enthousiasme extatique pour des formes de médiations électroniques avec des idées libertaires radicales, de droite.

Pour David Golumbia auteur d'un remarquable article d'analyse sur ce sujet dans *Jacobin*, le magazine socialiste américain, les tenants de cette utopie se retrouvent sous quelques slogans simples comme : « l'informatisation nous rendra libres » ou « l'informatique est la mère de toutes les solutions ». Parmi ces techno-enthousiastes, Golumbia range nombre de gourous des nouvelles technos : Jimmy Wales, le fondateur de Wikipédia, Eric Raymond, le théoricien du mouvement open source, John Perry Barlow, le cofondateur de l'Electronic Frontier Foundation, Kevin Kelly, l'ancien éditeur de *Wired*, le financier Peter Thiel, l'entrepreneur Elon Musk, Julian Assange, le cofondateur de Google Sergey Brin et les membres du Front de libération de la technologie... Dans la forme la plus aiguë du cyberlibertarianisme, l'expertise informatique est considérée comme directement applicable aux questions sociales.

Le cyberlibertarianisme est donc une forme politique ultra-libérale qui puise pourtant ses valeurs dans des principes qui ont longtemps été des principes de gauche. Pour ses tenants, la technologie et notamment les technologies numériques produisent de la collaboration, de la décentralisation, de la dé-hiérarchisation... Mais ces principes apparaissent plus comme ceux d'un nouveau stade du capitalisme fondé sur la disparition totale de l'État au profit d'une auto-organisation par le marché. Derrière l'ouverture, la liberté, la démocratie radicale et l'innovation, on trouve un discours anti-institutions qui ne valorise que la liberté individuelle au détriment de toutes libertés collectives, qui porte au pinacle la méritocratie au détriment de l'égalité. Or, comme le souligne la philosophe Chantal Jacquet dans son livre *Les Transclasses ou la non-reproduction*, l'ascension sociale a peu à voir avec la volonté ou le mérite. L'ambition est plus une conséquence qu'une cause. Nombre d'études montrent d'ailleurs que l'entrepreneuriat technologique est on ne peut plus sectaire et inégalitaire. Il est le fait d'une domination d'une classe sociale (blanche, jeune, masculine, diplômée et fortunée) sur les autres, contre les autres.

Comme le dit David Golumbia, les positions idéologiques du cyberlibertarianisme sont activement destructrices des politiques de gauche, car elles s'en revendiquent presque tout en dénigrant le gouvernement tout autant que les néolibéraux. Au final, elle abaisse les résistances aux incursions libérales dans une grande variété de sphères politiques, en promouvant l'individualisme dans l'action politique et en désamorçant toute résistance au pouvoir capitaliste.

«*Les cyberlibertariens se concentrent sur la promotion d'outils, d'objets, de logiciels et de politiques dont le principal attribut est d'échapper à la réglementation et à l'application de la loi par l'État. Ils dépeignent systématiquement le gouvernement comme l'ennemi de la démocratie plutôt que sa réalisation potentielle. En général, ils refusent d'interpréter le pouvoir des entreprises sur le même niveau que le pouvoir gouvernemental et suggèrent le plus souvent que des sociétés comme Google ou Facebook ne devraient dépendre d'aucun contrôle gouvernemental.* »En fait, explique-t-il, quand les libertariens parlent de liberté, ils l'utilisent dans une acception différente de celle que nous présumons : pour eux, la liberté n'est pas autre chose que la liberté économique. Les mots-clefs qu'ils utilisent à l'envi – comme « libre », « ouvert », « innovation » ou « efficacité » – sont des valeurs abstraites qui plaisent autant à des gens de gauche que de droite.

• Et le transhumanisme ?

Le transhumanisme, lui, est un courant philosophique plus connu. Il défend l'idée que le progrès technique, la science, la médecine ont pour but d'améliorer les caractéristiques physiques et mentales des êtres humains. Pour eux, les biotechnologies, l'intelligence artificielle, les sciences cognitives, les nanotechnologies et l'informatique... ont pour objectif de dépasser notre condition humaine, de transformer l'homme, d'en faire un post-humain, un cyborg... qui pourra, demain, télécharger son esprit pour le faire vivre éternellement dans des machines. Ce courant de pensée est animé par quelques penseurs comme Nick Bostrom, Anders Sandberg, Marvin Minsky ou Ray Kurzweil... Mais plus que ces gourous qui ne sont peut-être pas si écoutés que cela, il prend ses racines dans le milieu de la médecine, de la science et de l'ingénierie, et a aujourd'hui nombre d'adeptes dans les milieux de l'entrepreneuriat technologique américain, notamment chez Google. Calico, l'une de ses filiales, a ainsi pour but avoué de « tuer la mort », pas moins.

Le transhumanisme est un monstre engendré par le progrès médical continu. Comme le dit le chirurgien et essayiste Laurent Alexandre, le transhumanisme est un courant d'idée qui va se réaliser sans débat. Parce qu'il propose avant tout l'augmentation de l'espérance de vie par les technologies. Or tout le monde souhaite « moins souffrir, moins vieillir et moins mourir ». Les progrès médicaux repoussent sans cesse ce qu'est l'humain sans rencontrer grande contestation. Les technologies les plus transgressives sont massivement acceptées par tous. Nul ne s'oppose au cœur artificiel alors qu'il nous transforme déjà en cyborg. Aujourd'hui, 97 % des enfants trisomiques sont avortés en Europe par le progrès technique.

Le transhumanisme pose pourtant une question de fond sur notre rapport au progrès technique. Comme le pointe Laurent Alexandre : « *Si on élimine définitivement la trisomie 21, qu'est-ce qui nous empêchera d'éliminer ensuite les embryons ayant un QI de 70, 80 ou même 100 ?* »Ce que pose cette provocation c'est la grande question des limites. Quelles limites mettre au progrès technique ? Jusqu'où faut-il ne pas aller ? Sans réponse à cette question, le risque, effectivement, est que nous allions toujours trop loin. En tout cas, cela montre à mon sens que le progrès technique est aussi un programme politique.

• Des projets cybernétiques de régulation de la société existent et tendent à se multiplier dans des domaines très divers (gestion des flux d'énergies ou de circulation, lutte contre la criminalité et même la santé ou l'éducation). Quelle question cela pose-t-il ?

Il faut d'abord comprendre que les projets de la Silicon Valley ne sont pas des projets de régulation. Au contraire. Ils sont des projets de dérégulation. L'innovation technologique, médicale, économique... consiste dans son ensemble, à trouver les failles des systèmes établis pour en faire une source de croissance. L'« optimisation » fiscale que pratiquent massivement les Gafam avec l'aide des grands cabinets spécialisés que sont KPMG, Ernst & Young, Deloitte ou PwC est l'essence même de l'innovation économique d'aujourd'hui. Le progrès médical, technologique ou social, consiste à trouver des secteurs de croissance et d'innovation non explorés en se substituant à un marché existant, tout en s'abstrayant des règles de son fonctionnement.

Cela dit, il est juste de dire que le progrès technologique et la science via les entreprises de technologies aspirent à devenir les modes de régulation de la société, mais il faut comprendre de quelle régulation on parle. Aujourd'hui, nombre d'entrepreneurs se présentent comment voulant « changer le monde ». Derrière cette devise, beaucoup de ces entreprises se pensent comme les derniers défenseurs des faibles et des pauvres et affichent des valeurs qui semblent de gauche. Pour le dire autrement, l'industrie de la technologie ne cesse de répéter qu'elle peut lutter contre les inégalités, et les gouvernements, qui ont fort à faire à tenter de maîtriser leurs déficits publics, sont tous désireux de la laisser essayer, et de lui donner la charge des fonctions de l'État. C'est déjà le cas d'ailleurs, comme le montrent la privatisation des services publics et les partenariats publics-privés.

Pourtant, comme le dit le chercheur et essayiste Evgeny Morozov, nous sommes désormais confrontés non pas tant à un choix entre le marché et l'État qu'à un choix entre la politique et l'absence de politique. La Silicon Valley se propose de fournir tous les services de base de l'État providence, de l'éducation à la santé. Mais l'égalité de l'accès n'élimine pas tous les autres types d'inégalités. L'égalité d'accès de tous aux cours en ligne n'élimine pas le fait que certains auront plus de potentiels que les autres parce qu'ils viennent de familles privilégiées.

Il n'élimine pas non plus le fait que les données provenant de vos cours en ligne n'ont pas la même valeur pour l'étudiant isolé que vous êtes que pour les grandes entreprises de l'éducation qui les exploiteront pour façonner et adapter leurs cours. Or, la question « qui doit posséder quoi et à quelles conditions ? »demeure une question de fond. Google doit-il posséder toutes les données de chacun ? Google doit-il être la seule porte d'entrée sur l'information du monde ? Le problème est que les citoyens n'ont aucun contrôle démocratique sur ces sociétés qui s'ingèrent dans tous les domaines de nos vies… Ils ne peuvent peser sur aucun aspect, sauf à ne pas utiliser leurs services, ce qui, face à la commodité qu'ils permettent est le plus souvent impossible. Être inclus ou exclu n'est pas une modalité de choix très démocratique.

• La gauche européenne relaye bien souvent ces discours « techno-euphorique » sans forcément se rendre compte d'ambiguïtés sur la question démocratique. Pourquoi une telle fascination ?

La plupart d'entre nous est fascinée par l'innovation, le progrès et les technologies. Le problème des gauches est qu'elles n'ont pas vraiment de pensée cohérente sur la technologie ou le progrès, hormis son rejet notamment chez beaucoup d'écologistes. Et en avoir une n'est pas facile, puisque par essence, le progrès modifie sans cesse le champ de vision que l'on a devant soi.

Ce problème n'est pas spécifique à la gauche. Nous sommes tous victimes d'un manque de discernement face au progrès technique. La raison en est simple. Nous avons tous le désir d'améliorer les choses, de les changer, de les transformer... Pour autant, nous ne pouvons pas confondre la révolution informatique avec la révolution politique. Le seul moyen d'atteindre les objectifs politiques que la gauche poursuit est d'être absolument clair sur ce que sont les finalités. Mettre en place des moyens technologiques pour y parvenir avant de connaître clairement les fins consiste seulement à mettre la charrue avant les bœufs, c'est faire confiance à un déterminisme technologique qui n'a jamais été et ne sera jamais favorable à la poursuite de la liberté humaine.

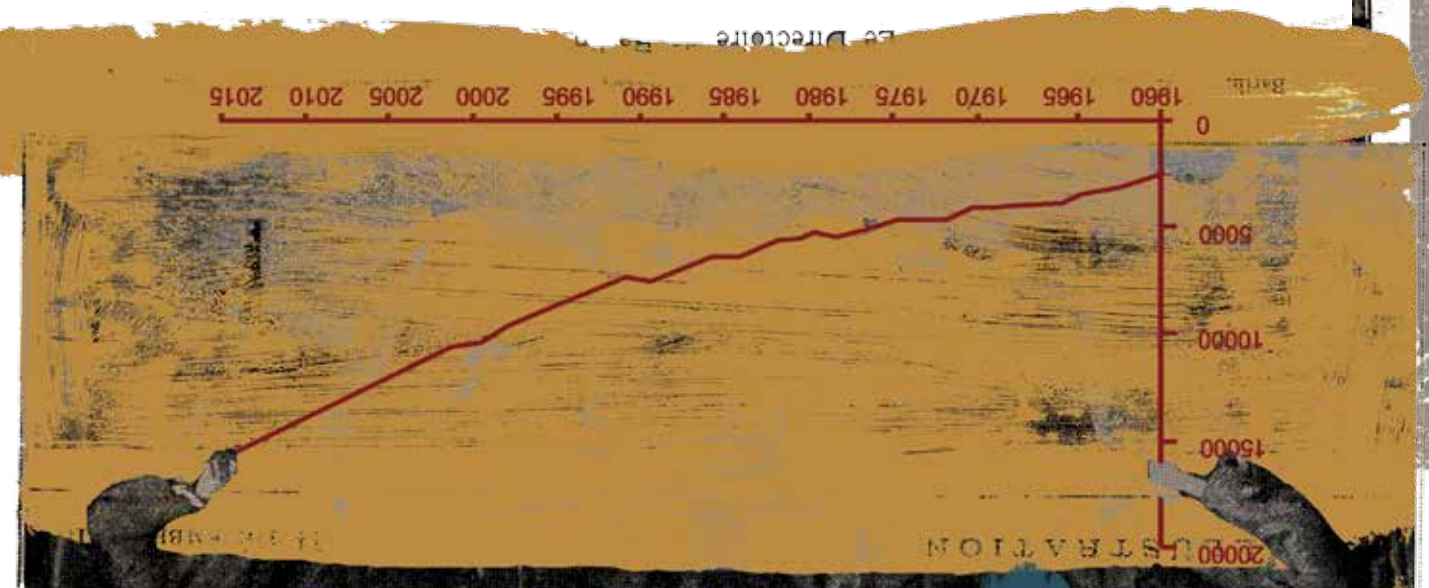
Le cyberlibertarianisme estime que les problèmes de la société peuvent être résolus simplement en les interprétant comme de l'ingénierie et des problèmes logiciels. Non seulement c'est faux, mais à bien des égards, cela risque surtout d'empirer nos problèmes. Comme une grande partie de ces idées proviennent de la droite, encourager l'informatisation de masse comme un projet politique encourage également la diffusion de principes de droite, même camouflée dans une rhétorique de gauche.

Lorsque nous supposons que les objectifs de la gauche sont promus seulement par l'innovation numérique, nous oublions trop rapidement de réfléchir profondément sur la façon d'articuler ces objectifs. Nous avons foi en un progressisme technologique qui n'est pas dans les fondations de la gauche. Et surtout nous risquons de mettre de côté les efforts nécessaires pour résoudre les problèmes sociaux et faire progresser les perspectives de gauche en cédant à une forme technologique de la pensée magique qui est le contraire de l'action politique engagée.

Plus qu'une admiration sans critique, la gauche a plutôt eu tendance à rejeter la perspective technologique, ce qui a poussé tout un pan de la gauche, qui ne se retrouvait pas dans cette critique de l'innovation et du progrès, dans ce libertarianisme, qu'il soit cyber ou pas. Au final, on a l'impression que l'impensé technologique de la gauche s'est finalement retourné contre elle. C'est surtout de cela dont il faut sortir.

« NOUS RISQUONS DE METTRE DE CÔTÉ LES EFFORTS NÉCESSAIRES POUR RÉSOUDRE LES PROBLÈMES SOCIAUX ET FAIRE PROGRESSER LES PERSPECTIVES DE GAUCHE EN CÉDANT À UNE FORME TECHNOLOGIQUE DE LA PENSÉE MAGIQUE QUI EST LE CONTRAIRE DE L'ACTION POLITIQUE ENGAGÉE. »

Retrouvez cette interview en version intégrale sur *www.agirparlaculture.be*



BARBARELLA

365 JOURS PAR AN !

© Jean-Claude Forest / Les Humanoïdes Associés

On réédite ces jours-ci les premières aventures de Barbarella, celles d'avant 68, l'année où Jane Fonda incarna le personnage de BD dans le film de Roger Vadim. L'année d'un certain mois de mai où l'on espéra enfin pouvoir jouir *sans entraves* et *sans temps morts*. Mais l'érection ne dura pas…

Jean-Claude Forest, scénariste et dessinateur de Barbarella, avait pourtant quelques longueurs d'avance, lui qui entama dès 1962 la publication de ce *space opera* pop dans les pages du trimestriel de charme V Magazine. Barbarella : femme libre, indépendante, maîtresse de son temps et de ses actes et surtout propriétaire inaliénable de son corps et des plaisirs multiples que lui offre celui-ci. C'était l'érotisme érigé en valeur fondamentale, sans dieu, sans maître.

Au gré des péripéties, elle découvre des mondes nouveaux, des sociétés souvent cruelles et perverses dont elle réussit néanmoins à apaiser les citoyens tourmentés par sa seule sensualité, sa diplomatie charnelle. C'est que l'amazone intergalactique se dénude volontiers et son buste brandi comme un geste de vertu nous rappelle qu'elle est, peut-être, la femen originelle.

Alors c'est sûr, les censeurs n'encensèrent guère les expériences de Barbarella quand celles-ci parurent en volume en 1964 (au Terrain vague). L'œuvre fut interdite à l'affichage, à la publicité et à la vente aux mineurs. Les censeurs, c'est connu, ont le nez fin et la queue triste. Barbarella, elle, a le sexe joyeux, ouvert à toutes les contingences, humaines ou extrahumaines à l'occasion.

Cela n'en fait pas un démon pour autant. Et ce, même si depuis la Renaissance, l'Internationale des cons voudrait nous faire croire que la femme est un avant-goût de l'enfer qui attend chacun de nous. Du « sexocide » des sorcières (en gros du 16e au 18e siècle) jusqu'à nos sociétés lourdement machistes, rien n'a vraiment changé. L'homme, dans son délire prométhéen toujours avivé, entend dominer la Terre et la femme ; c'est pourquoi il viole l'une et l'autre sans distinction.

Relire Barbarella aujourd'hui, même si l'œuvre est finalement modeste, nous rappelle combien nos existences restent conditionnées par des rapports hommes-femmes extrêmement injustes, dont le symptôme principal est cette anorexique « journée de la femme », qui serait risible si cela ne servait de cache-sexe à l'inévitable catastrophe qui nous attend. Parce que, quoi qu'en disent les thuriféraires de l'ordre marchand, nous ne masquerons plus très longtemps notre incapacité à construire un monde différent à l'aide de ces postures de mâles triomphants qui se manifestent chez le premier crétin venu au volant d'une 4x4 ou chez l'homme politique le plus insignifiant, fut-il Président d'une république en pleine débandade… Sans parler des affreux, hystériques et sanguinolents, qui repoussent chaque jour les limites de l'abjection pour le seul plaisir de se sentir… quoi ? Des hommes ? Des pesticides, voilà ce qu'ils sont en vérité.

Denis Dargent

Jean-Claude Forest, *Barbarella*, suivi de *Les colères du mange-minutes*, Ed. Les Humanoïdes associés, 2015.

LA LOGIQUE DES THÉORIES DU COMPLOT

Jérôme Jamin, professeur de sciences politiques à l'ULg et auteur de *L'imaginaire du complot*, revient sur le fonctionnement de la logique complotiste et le rôle des médias et des nouvelles technologies dans leur diffusion. Et met en avant les deux écueils à redouter lorsqu'on parle de complot : en voir partout et n'en voir nulle part.

Propos recueillis par Aurélien Berthier

• Juste après les attentats contre la rédaction de Charlie Hebdo, une des premières réactions, visible notamment sur les réseaux sociaux, a été de mettre en cause la version que les médias présentaient. D'où vient cette défiance ?

Historiquement, il y a eu un certain nombre de faits qui ont été mal présentés par de grands médias officiels. Je pense notamment à la couverture de la première guerre du Golfe à partir de 1991, puis un peu plus tard celle de la deuxième, avec les « armes de destruction massive » ou encore au référendum au sujet du Traité sur l'Union européenne en France en 2005. Il y a donc eu toute une série de faits qui ont été traités de façon biaisée, de manière trop marquée notamment par les médias parisiens et au-delà, aux États-Unis ou le Royaume-Uni pour ce qui est des armes de destruction massive. Il y a eu toute une série de billets, de travaux journalistiques bâclés ou de situations où les journalistes ont suivi le discours officiel, sans mener d'enquêtes. Il y a donc un passif qui fait qu'aujourd'hui, beaucoup de gens ont comme réflexe de ne pas croire ce que disent les médias car la manipulation existe. D'autant qu'on a désormais de vrais exemples de manipulation des médias par le politique : l'affaire Wikileaks, Edward Snowden et l'espionnage par la NSA. Bref, il y a tellement d'éléments qu'on apprend par des gens qui ne sont pas des journalistes, qui libèrent cette information alors que ce sont les journalistes qui auraient dû la découvrir que cela crée un climat de suspicion vis-à-vis des journalistes, de leur légitimité et de leur qualité. Ils seraient mal intentionnés, ne feraient plus leur travail, ou seraient empêchés de le faire.

Une autre explication, c'est aussi qu'on veut toujours que l'explication du drame soit à la hauteur du drame. Dire pour les attentats du 11 septembre que c'est simplement des pirates qui ont détourné un avion, pour le massacre à Charlie, que ce n'est l'affaire que de deux ou trois loups solitaires qui se sont radicalisés tout seul, ça parait décevant. On veut espérer qu'il y a quelque chose de plus important derrière le drame. Du coup, on doute du discours officiel et on se demande s'il n'y a pas l'implication des services secrets, etc. On a besoin de quelque chose de plus costaud, d'explications à la hauteur du drame que nous vivons. C'est une tentation, ça ne veut pas dire qu'on tombe tout de suite à l'intérieur du complot, mais on se méfie de ce qui est dit.

• Quelle est la base du mécanisme de l'imaginaire complotiste ?

C'est un mode de raisonnement inversé. Dans la théorie conspirationniste, ce qu'on nous dit est faux et la vérité doit être trouvée dans un monde désormais lu à l'envers. Ainsi, tout ce qui parait trop gros ou trop facile est suspect. En revanche, tout ce qui parait un peu compliqué et caché est intéressant, car potentiellement c'est la piste pour trouver la vérité par rapport aux discours « faux » sur les faits.

• Comment arriver à distinguer les dénonciations légitimes de manipulations et les thèses complotistes ?

Il n'y a pas de ligne de démarcation claire puisque les complots existent, les manipulations existent, la connivence existe. Il n'y a pas « un monde sans complots » *versus* « des théoriciens du complot ». C'est juste qu'il va y avoir des interprétations qui mobilisent l'idée d'un complot et qu'il va y avoir un degré d'enfoncement dans cette interprétation. L'affaire Snowden ne fait que confirmer qu'il y a de la manipulation, qu'il y a des services secrets, que les complots existent, qu'il y a des tentatives de tromper les gens etc. C'est une chose que de mettre en évidence ces éléments, c'en est une autre que d'en déduire un complot du gouvernement, un complot à l'échelle nationale, voire un complot mondial. C'est une chose que de dire, il y a des incohérences au scénario du 11 septembre, c'en est une autre de dire que le gouvernement Bush a lui-même organisé les attentats.

C'est tentant d'y adhérer parce qu'il y a toujours une part de vérité. Mais les théoriciens du complot affirment quelque chose qu'ils ne démontrent pas, puis ils accumulent toute une série d'éléments qui corroborent l'affirmation de départ. Alors, que la démarche scientifique classique ne se contente pas de cette accumulation de données, elle veut une démonstration. L'accumulation de données qui témoignent du fait que tout n'est pas cohérent ne démontre rien. Ce n'est pas parce qu'il y a des incohérences à la suite de l'enquête qui suit le massacre de *Charlie Hebdo*, qu'on démontre que le gouvernement ou un autre acteur sont derrière ce massacre.

Il faut avoir un esprit critique, mais c'est autre chose que de tomber complètement dans la théorie du complot en postulant quelque chose qu'on ne démontre pas. En général, le théoricien du complot me semble aller au-delà de l'esprit critique lorsqu'il implique des acteurs à grande échelle. Des complots qui mobilisent

« SI ON VOUS EMMÈNE SUR UN REGISTRE OÙ ON NE DÉMONTRE PAS QUELQUE CHOSE, VOUS NE POURREZ PAS DÉMONTRER LE CONTRAIRE. IL FAUT DONC REVENIR AUX DONNÉES FACTUELLES, AU PRINCIPE DE DÉMONSTRATION, MAIS AUSSI À L'ESPRIT CRITIQUE. »

quelques personnes, il y en a beaucoup. Un complot mondial ou un complot qui impliquerait tous les partis politiques sont des choses qui me paraissent moins crédibles étant donné qu'il est très difficile de mobiliser beaucoup de monde et de garder le secret. Donc, ça me parait relativement difficile de démontrer l'existence de complots à l'échelle mondiale. En revanche, on sait bien qu'il existe de la manipulation de façon très ciblée, dans certains milieux notamment les services secrets.

• Est-ce qu'on pourrait dire qu'il n'existe pas un complot au singulier, une grande conspiration globale, mais qu'il existe toute une série de manipulations, de complots au pluriel, d'accords et d'alliances clandestines ?

Oui, on pourrait, et, ce ne sont pas toujours des complots, ça peut aussi être de la connivence, une situation où des gens ont intérêt à s'entendre sur des choses sans même que ce soit nécessaire d'en parler. En effet, pour paraphraser un livre de Jacques Lemaire sur la théorie du complot, je pense en effet que *les* complots existent mais que *le* complot n'existe pas.

• Comment faire pour combattre ces rumeurs sachant qu'on risque justement de les renforcer en voulant les limiter ?

Je pense qu'il ne faut pas ridiculiser ce discours. Dans certains cas, on peut rentrer dans ce discours et le défier pour tester sa force. Dans d'autres cas, ça n'en vaut même pas la peine parce qu'on est à un tel degré d'enfoncement dans l'imaginaire du complot qu'on ne peut pas démontrer quoi que ce soit. Si on vous dit que le monde est sous la coupe d'un gouvernement fantôme, on vous emmène sur un registre où comme on ne démontre pas quelque chose, vous ne pourrez pas démontrer le contraire. Il faut donc revenir sur un registre où il est possible de démontrer quelque chose : revenir aux données factuelles, au principe de démonstration, mais aussi à l'esprit critique.

Face à certaines théories du complot, il faut en relever les forces et les faiblesses, et dire « d'accord, l'idée est intéressante mais vous ne démontrez pas ça, ça et ça » et demander une démonstration. Ou bien alors, rappeler que l'accumulation de données qui confirme une affirmation non démontrée n'est pas une démonstration.

Mais, il faut se rappeler aussi que ça peut quand même éclairer l'esprit, parce que les complots existent. Donc, je pense que la meilleure attitude, c'est de ne pas rejeter tout en bloc et de fonctionner au cas par cas. Et, d'ouvrir une discussion critique sur tout ce qu'on peut croire ou ne pas croire. Parce que c'est là aussi que tout se joue, il faut aussi se mettre d'accord sur ce qu'on peut croire et ne pas croire pour ensuite interpréter le monde.

• Est-ce que vous avez pu observer des évolutions ces dernières décennies au sujet de la diffusion des conspirations ?

Internet a tout simplement accéléré la production, la reproduction et la circulation et donc, à certains égards, l'attrait de documents attestant de l'existence de théories du complot. Les complots existaient déjà au Moyen-âge, mais, avec internet, on est devant un accès et une reproduction facilités, une multiplication qui donne d'ailleurs l'impression d'une littérature, d'une science alors qu'en fait, tous ces sites ne font bien souvent que se citer mutuellement.

• Est-ce qu'au coeur des thématiques, dans les choix des acteurs de ces récits conspirationnistes, il y a eu des évolutions ?

Si on regarde les 30 dernières années, il y a un complot qui a un peu disparu qui est moins présent, moins à la mode, c'est le complot maçonnique. Il y en a un qui n'a jamais disparu c'est celui des Illuminés de Bavière. Et il y en a un qui change de visage, c'est le complot juif qui devient un complot israélien, voire israélo-américain, en laissant entendre que les Américains sont eux-mêmes soumis à Israël. Mais encore une fois, ce genre d'analyse s'appuie sur des éléments factuels indiscutables notamment l'appui des États-Unis à Israël. Si la faiblesse de la théorie du complot c'est qu'elle ne démontre rien, sa grande force c'est qu'elle mobilise toujours des éléments de vérité. Lorsqu'on dit « les Américains soutiennent Israël », ce n'est pas un mensonge car on sait bien que pour toutes sortes de raisons, il y a un lien fort entre ces deux nations. De là, à en déduire que les Juifs dominent le monde par le biais d'Israël qui domine le Moyen-Orient avec l'appui des États-Unis, c'est autre chose évidemment.

L'imaginaire du complot. Discours d'extrême droite en France et aux États-Unis
Amsterdam University Press, 2009

Jérôme Jamin sera l'un des intervenants du colloque « Faux complots : le vrai mensonge » organisé par PAC Régionale de Verviers et l'asbl Aviso le 25 avril 2015 à l'Espace Duesberg (Verviers).

Voir en page 32 de ce numéro pour plus d'informations.

LES RÈGLES DE FOI TRÈS FERMÉES DE L'EUROCLUB

Les nouveaux dirigeants du gouvernement d'Athènes n'ont pas renversé la table de la zone euro. Mais en revenant s'y asseoir, d'autorité, comme partenaires de plein droit, et plus comme obligés, ils ont dévoilé les règles du jeu qui s'y joue… d'ordinaire derrière des portes fermées. Le nom du jeu : ordolibéralisme. Késako ?

Par Marc Sinnaeve

On sait qu'aucune autre économie occidentale d'après-guerre n'a été aussi loin, depuis 2010, que la Grèce dans la saignée de ses dépenses publiques et de son corps social. On sait que tous les ministres du nouveau gouvernement d'Athènes, issu de la victoire électorale de Syriza le 25 janvier, fustigent l'irresponsabilité de leurs prédécesseurs et de l'oligarchie grecque pour avoir mis le pays en coupe réglée. On sait que les Allemands, eux-mêmes, se sont vu imposer par le reste de l'Europe, au titre de réparations de guerre, sous la République de Weimar, dans les années 1920, ce que leur gouvernement et leurs institutions imposent aujourd'hui aux Grecs et au reste de la zone euro. On sait qu'il n'est (presque) plus personne, aujourd'hui, pour contester l'effet contre-productif sur la croissance des programmes d'ajustement comptable et de réformes structurelles antisociales administrés par les hommes en noir de la Troïka, ces vice-rois modernes dépêchés par la Commission européenne, la BCE et le FMI.

On sait tout cela. Et pourtant… on continue. On continue, politiquement, à prescrire la potion d'austérité (même si les doses se font moins sévères), et, éditorialement, à défendre le respect « des règles », aussi absurdes soient-elles jugées, « tant qu'elles sont en vigueur ».

Sur un plan politique, on pourrait penser que la raison de l'entêtement austéritaire est à chercher dans une forme d'aveuglement idéologique néolibéral, ou dans une volonté stratégique de casser les reins de l'expérience de gouvernement de la gauche radicale à Athènes. Ces hypothèses sont à prendre en compte… Mais elles ne sont que les roues terrestres de la foi toute-puissante qui anime les gardiens du temple de l'euro : à savoir, une croyance collective dans le régime des *règles*, des *dispositifs* et des *chiffres* autour duquel s'est construit l'ensemble européen, traité après traité.

Il s'agit de la croyance dans l'efficience des normes juridiques du seul fait qu'elles sont inscrites dans les traités, et des bains budgétaires expiatoires prolongés pour prix du péché de la dette. Que ce soit au sein de la Commission, du Conseil des ministres ou de l'Eurogroupe, il n'est question, dans le débat européen, que de règles à respecter, de bon ou de mauvais bulletin, de procédure pour déficit (ou excédent) excessif…

Le désormais célèbre ministre grec des Finances Yanis Varoufakis a d'ailleurs rapporté, lui-même (fidèle en cela à sa stratégie de la transparence), le désarroi de ses homologues lorsqu'il a insisté, lors des négociations, pour parler macro-économie… « *Une des grandes ironies de cette négociation, a-t-il confié à l'Irish Times, c'est qu'il n'y a pas de discussion macroéconomique au sein de l'Eurogroupe. Tout est basé sur des règles, comme si elles étaient de droit divin et comme si elles pouvaient s'imposer aux lois de la macroéconomie.* »

> « YANIS VAROUFAKIS A RAPPORTÉ, LUI-MÊME, LE DÉSARROI DE SES HOMOLOGUES LORSQU'IL A INSISTÉ, LORS DES NÉGOCIATIONS, POUR PARLER MACROÉCONOMIE… »

L'existence d'un tel « ordre régulier » permet de mieux comprendre en quoi la foi budgétariste tient lieu, pour ainsi dire, de seule politique économique à l'Europe (avec la politique de la concurrence libre et non faussée sur le grand marché).

LE CORSET MORAL

L'Europe conçue comme un « *corset de règles morales* » (empire de la norme, « faute » de l'endettement, rigueur budgétaire…), souligne l'entomologiste des récits modernes Christian Salmon, correspond, en fait, à la définition de l'ordolibéralisme allemand. On parle, ici, d'un courant de la pensée économique libérale qui s'est développé en Allemagne dans l'entre-deux-guerres, à partir des travaux de penseurs humanistes hostiles aux totalitarismes, et avec le souci initial de teinter le libéralisme de préoccupations sociales. Ils avaient tous vécu les traumatismes de la grande inflation allemande de 1923-1924…

Cette doctrine, mise en œuvre par les chrétiens démocrates pour reconstruire l'Allemagne d'après-1945, en est venue, au fil de l'histoire, à occuper tout l'espace de la politique économique en Europe, aux côtés du néo-libéralisme anglo-saxon (libre-échange, dérégulation, financiarisation, réduction de la taille de l'État…)

C'est cette même doctrine, fait observer Guillaume Duval dans un livre d'entretien très éclairant et intitulé *Marre de cette Europe-là ? Moi aussi…*, qui a été poursuivie pendant plus de cinquante ans, notamment avec l'Acte unique de 1986 : celui-ci a préparé le marché unique de 1993 et a élargi « *la logique du marché européen sans barrières aux prestations de services, à l'implantation des entreprises et aux mouvements de capitaux* ». Mais, nuance le rédacteur en chef du mensuel *Alternatives économiques*, l'idée initiale des pères fondateurs que faire du commerce ensemble finirait par donner lieu à une Europe politique ne s'est jamais vraiment concrétisée... Le marché, commun puis unique, demeure bien la seule identité substantielle de l'Europe.

Une raison à cela, note de son côté Dani Rodrik, est sans doute que l'articulation imaginée entre les deux processus (échanges commerciaux et union politique) n'a jamais été ni présentée, ni, *a fortiori*,

« vendue » aux populations concernées trop ouvertement. Soit parce que cela aurait demandé de reconnaître que le marché autorégulé est bien au cœur de la politique européenne, ce qui n'aurait recueilli que peu d'adhésion en dehors d'un cercle étroit d'économistes néolibéraux. Soit parce que l'objectif proclamé d'une union politique aurait ouvert la boîte de Pandore du débat sur le fédéralisme européen et les abandons de souveraineté qu'il suppose (cela à partir de conceptions de la démocratie très divergentes entre voisins européens qui se suspectent mutuellement de vouloir « mettre la main sur l'Europe »).

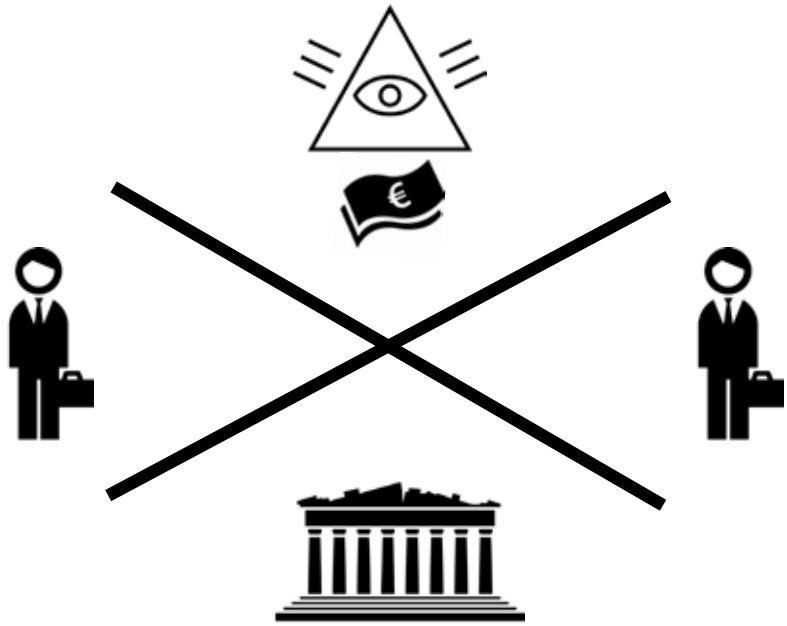
LA BOÎTE À OUTILS DES EXPERTS

La difficulté de concilier les choses a compté beaucoup, en fin de compte, dans le recours qu'ont eu les bâtisseurs de l'Europe à la boîte à outils de l'ordolibéralisme. Pour les concepteurs de celui-ci, rappelle le professeur Michel Dévoluy, ni la propriété privée ni l'économie de marché ne relèvent d'un ordre « naturel ». Il n'empêche : à l'image de la démocratie pour Winston Churchill, le libéralisme économique reste, à leurs yeux, le « pire des systèmes à l'exception de tous les autres » pour soutenir le progrès économique et social.

À l'inverse des néolibéraux, toutefois, les ordolibéraux estiment que c'est à l'État de garantir la pérennité de l'ordre économique en établissant des règles appropriées et en les faisant respecter. Mais pour ce faire, ils préfèrent les experts et les règles aux hommes politiques. En conséquence devait se forger une forme de constitution, un ordre, reposant sur quatre principes fondateurs : le respect de la propriété privée ; un régime de concurrence libre et non faussée défendue par une cour de justice ; la stabilité des prix grâce à une banque centrale insensible aux pressions politiques ; le combat contre le laxisme budgétaire.

On retrouve bien là les priorités normatives que s'attachent à faire respecter la Commission européenne, la Banque centrale européenne et la Cour de justice européenne. À ceci près que l'ordolibéralisme contemporain a été dépouillé de sa composante sociale originelle en passant, depuis lors, au tamis néolibéral hégémonique.

Manifestation récente de l'empire des règles ordolibérales : la mise en œuvre, dite « réparatrice », de plans d'austérité, en fait socialement dévastateurs, dans les pays de la zone euro placés sous assistance financière publique européenne. Or, relève bien Guillaume Duval, les contreparties exigées des États en crise, leur encadrement (par la fameuse Troïka) et leur pertinence ne sont soumis à aucun contrôle parlementaire, ou peu s'en faut. Et ce déficit démocratique renforce le risque que non seulement des technocrates, et non des politiques responsables, soient en charge de la gestion des programmes, mais aussi que cette gestion puisse être (et demeurer) économiquement inopérante, socialement insoutenable et politiquement opaque.



cc 3.0- *thenounproject.com*

L'HIRONDELLE ATHÉNIENNE

Sur ce plan, le leitmotiv de la démocratie est crucial pour comprendre pleinement le point de vue des nouveaux gouvernants grecs dans la négociation en cours.

L'optique d'Athènes est de refonder le cadre démocratique de la décision européenne en insistant sur l'importance que des problèmes nationaux, à l'intérieur de la zone euro, soient résolus désormais *en concertation* avec les autres pays, et plus *sur ordre* de ces pays. S'il y a consensus pour dégager un excédent budgétaire en Grèce, soutient le duo Tsipras-Varoufakis dans l'actuel processus de négociation en cours, la manière concrète de le faire incombe aux seuls Grecs et à la seule validation démocratique du peuple grec.

C'est précisément cette marge que l'ordolibéralisme à l'œuvre tend à vouloir restreindre, en Grèce mais aussi ailleurs dans la zone euro, en assignant, peu à peu, aux politiques économiques et sociales des États membres le même statut de « règles à suivre » que celui qu'incarnent les normes budgétaires.

La présence de l'euro et l'absence d'union politique, note à cet égard Michel Dévoluy, ont conduit les Etats membres à « *se lier les mains en adhérant à un ordolibéralisme radical où l'impératif des règles se substitue à l'exercice de la démocratie* ». Car si la science économique, d'inspiration majoritairement orthodoxe (ou libérale), a réussi à dominer le monde, explique la sociologue Mariana Heredia dans son dernier ouvrage, c'est moins en raison d'une concertation entre « puissants » à l'échelle globale, ou de la seule hégémonie culturelle du capitalisme, que parce qu'elle est « imbriquée » dans des « dispositifs », c'est-à-dire dans une « technologie de gouvernement », selon le sens que donnent au terme de dispositifs les philosophes Michel Foucault ou Giorgio Agamben.

En immergeant les populations d'Europe dans un ordre fait avant tout de règles et de mécanismes, le régime de la « gouvernance européenne » occulte toute visée de sens et de dépassement possible dans le rapport que ces populations entretiennent au libéralisme économique en place. De ce point de vue, la démocratie athénienne revitalisée n'est peut-être pas l'hirondelle qui annonce le printemps des peuples, mais au moins est-elle porteuse d'un vrai crédit politique, c'est-à-dire d'une vraie confiance, qu'elle tente d'essaimer au-delà d'elle-même.

JOHNSON MATTHEY : UN OBJET DE GRÈVE

***Johnson m'a tuer* n'est pas une bande dessinée comme les autres. C'est « un objet de grève » dont la démarche de création renouvelle l'histoire des productions culturelles ouvrières qui décloisonnèrent dans les années 70 les mondes du travail et ceux de la culture. Aujourd'hui, dans un contexte où les fermetures d'usine se sont banalisées, les manifestations de solidarités entre artistes et ouvriers sont pourtant devenues exceptionnelles. La culture opère néanmoins son (timide) retour sur le terrain des luttes sociales, et c'est notamment au travers du 9e art qu'elle peut rendre compte de la conflictualité d'aujourd'hui.**

Pierre Lempereur

Louis Theillier, *Johnson m'a tuer, journal de bord d'une usine en lutte*. Futuropolis, 2014.

En 2006, Louis Theillier devient l'un des 300 ouvriers de la succursale bruxelloise de Johnson Matthey, une multinationale anglaise, leader mondial dans l'exploitation de platine. Arrivé là avec une formation artistique au nom d'une promesse de stabilité (devenue définitivement temporaire), Louis y fabrique des catalyseurs destinés aux pots d'échappements pour bagnoles. Il est confronté à l'expérience du licenciement collectif. « *Jo* » décide en effet en 2011 de délocaliser sa production -pourtant bénéficiaire- en Macédoine, officiellement car l'usine n'est pas assez rentable, officieusement car le salaire des travailleurs macédoniens est bien plus bas que ceux des Belges.

L'annonce de la fermeture définitive de l'usine est un choc pour les ouvriers. Tous s'interrogent sur les répercussions que cette fermeture aura sur leur vie. Chez Louis Theillier, ce choc va produire la « révolution spontanée » d'un homme qui dès le premier jour du conflit, armé de son bic et d'un calepin, passe à l'action à sa manière en retranscrivant sous la forme d'une BD la fermeture progressive de son entreprise. Chronique d'un lent naufrage, la BD *Johnson m'a tuer* est le journal de bord dessiné d'un conflit social mais aussi la mise en abyme des différentes étapes de la création d'un outil de résistance.

PRODUIRE UNE BD AU CŒUR D'UN CONFLIT SOCIAL

Avec cette BD qui se montre telle qu'elle s'est construite, l'auteur devient une sorte de « reporter infiltré », se réappropriant son temps de travail pour documenter avec précision chaque étape du conflit conduisant au licenciement collectif des travailleurs. Il note tout ce qu'il entend et dessine constamment. Il retranscrit au plus vite sur son ordinateur les réactions, les assemblées, les discussions. L'effervescence du choc collectif laisse vite la place à une interminable attente menant à l'issue des négociations entre syndicats et direction, à l'acception d'un plan social par les travailleurs. C'est ce chemin que retracent les dessins de Louis qui réussit à capter finement l'attitude de ses collègues, leur dépit, l'expression de leur nostalgie, leur colère, leur fraternité.

Pour produire cet « objet de lutte », Louis installe une table lumineuse dans son bureau. Curieux, ses collègues se prennent au jeu et viennent régulièrement le voir au travail et commenter ses dessins. Encouragé par leur soutien, Louis décide de mettre les premières planches dessinées en ligne sur un blog (*http://johnsonmatuer.blogspot.be*) qui recevra des milliers de visites. Bientôt les premiers exemplaires sont imprimés sur la photocopieuse du boulot et distribués dans l'usine. La démarche de Louis atteint partiellement son but et la BD devient ce « porte-voix » capable de fédérer les travailleurs de Johnson tout en partageant avec eux les dernières évolutions du conflit.

L'UTILITÉ SOCIALE ET PÉDAGOGIQUE DE LA BD

La lecture de cette expérience intérieure et intersubjective d'un conflit social ne peut être résumée au cheminement individuel et à la (re)naissance d'un artiste, ou au processus même de création. Cette BD est avant tout la retranscription d'une analyse collective et partagée d'enjeux qui dépassent largement la fermeture d'une usine bruxelloise. Johnson m'a tuer est en ce sens le récit d'une prise de conscience collective de la mascarade généralisée du sens actuel du monde de l'entreprise et de ses pratiques managériales toxiques.

Si l'usine a finalement été fermée, la BD, elle, est éditée par Futuropolis en 2014. Cet objet de grève fabriqué sur l'établi de Louis Theillier continue à chacune de ses lectures, son travail de résistance en nous proposant son expérience interculturelle de la rencontre entre monde de l'art et monde ouvrier. En toute humilité, sans arabesques et en noir et blanc Louis Theillier compense à son échelle le défaut de visibilité des ouvriers dans l'espace public et médiatique et permet ainsi au conflit d'exister en dehors de l'enceinte de l'usine en attirant les médias mainstream qui s'affairent autour de cet homme étrange, un ouvrier dessinateur, du jamais vu. Ce travail nous invite à réfléchir à l'usage et à la pertinence de ce genre de dispositif de création pour déconstruire localement le projet néolibéral global.

Lecture

RÉOUVERTURE DES HALLES DE SCHAERBEEK

Ouvrage collectif
Editions du Souffle, 2014

Réouverture des Halles de Schaerbeek propose un inspirant projet culturel et global sur ce lieu emblématique. Il est porté par une équipe de sociologues, architectes et acteurs des mondes culturels. Il ne s'agit rien de moins que de rêver le Centre culturel idéal d'aujourd'hui, adapté aux enjeux d'une ville comme Bruxelles et plus singulièrement d'une commune cosmopolite comme Schaerbeek, marquée par des fractures spatiales et économiques et par des exclusions sociales, culturelles et identitaires. Pour ré-ouvrir des Halles, qui ont eu tendance à se fermer ces dernières années, avancent les auteurs, il faut d'abord décloisonner physiquement les espaces. Conçue par le bureau V+, l'architecture écologique, organique, autorisant des usages multiples et ouverte sur son environnement immédiat, se lit au fil des plans, croquis et calques. Bien sûr, le contenu doit changer autant que le contenant. Il s'agit de renouer avec la capacité d'expérimentation collective et novatrice que les Halles ont pu connaitre par le passé et que les objectifs de taux de fréquentation maximal et de prestige de l'international ont quelque peu éloignés. Ré-ouvrir le lieu sur son territoire c'est bien sûr le *re-lier* avec le quartier: être un lieu de convivialité en journée comme en soirée grâce à l'intégration d'un marché et d'une cafétéria communautaires. C'est aussi multiplier les espaces de répétition, d'expression, de réflexion et de création collectives articulés autour de différents pôles d'action reprenant des enjeux ultra-contemporains: Arts et Narrations ouverts sur les mouvements d'émancipation, Colonial et Postcolonial, Luttes écologiques, Technologies contemporaines comme les jeux vidéos et l'informatique à l'ère post-Snowden… Avec tous comme visée *l'empowerment* des participants. Bref, les Halles comme lieu de cultures, avec un S et sans majuscule. En chantier, la réflexion se prolonge en édition augmentée sur *www.ouverturedeshalles.be* (AB)

QUELLES ORIENTATIONS POLITIQUES FACE AUX DÉFIS GLOBAUX ?

Jean-Pierre Wauters
éditions Libre et Solidaire, 2014

Jean-Pierre Wauters a écrit un livre pragmatique face à la crise protéiforme que traverse notre civilisation. L'auteur dresse un tableau accablant de tous les défis qui menacent notre modernité, de la dégradation écologique aux errements de la finance internationale, des risques de l'énergie nucléaire aux nuisances de la publicité, de l'enjeu démographique à celui des transports, de l'urbanisme, de la recherche, du travail ou du sport. Outre le constat fouillé à propos de chaque thème, l'originalité du livre vient du fait que Jean-Pierre Wauters propose après chaque chapitre des orientations concrètes tout en fixant de grandes priorités dans les conclusions: «un newdeal keynésien», une sortie immédiate du nucléaire et une attention soutenue à l'éducation et à l'enseignement. Un ouvrage salutaire pour faire front contre les politiques à courte vue et les visions d'avenir qui se brouillent. (JC)

L'IMMIGRATION MAROCAINE EN BELGIQUE

MÉMOIRE ET DESTINÉE

Ouvrage collectif
Couleur livres, 2015

Refaire l'histoire souvent tronquée de 50 ans d'immigration marocaine en Belgique et dresser l'inventaire du présent des «*Nass Belgica*», les Marocains de Belgique, tel est l'objectif de cet ouvrage collectif qui mêle les regards d'historiens, de sociologues, de linguistes, de géographes, de critiques d'art et de juristes. Comment aller au-delà d'une immigration «pour le travail» et rendre compte des mélanges culturels de tout ordre? Les articles de ces spécialistes des sciences sociales et humaines tentent d'écrire notre histoire commune, celle de la Belgique multiculturelle d'aujourd'hui. De restaurer une mémoire amputée afin de la réintégrer au récit national et européen. De dresser des analyses plus fines et globales de la situation afin de brosser un portrait hors des stéréotypes des citoyens belgo-marocains. En ces temps post-attentats de Paris, où les confusions vis-à-vis de l'Islam sont entretenues par l'émotion, réfléchir à ce qui a tissé notre environnement social actuel n'en est que plus nécessaire afin, comme le souligne Ahmed Medhoune, de «*ramener les questions de l'immigration à température de la raison*». (AB)

L'ALLOCATION UNIVERSELLE

NOUVEAU LABEL DE PRÉCARITÉ

Mateo Alaluf
Couleur livres, 2014

Mateo Alaluf a produit ce petit ouvrage synthétique visant à revenir sur l'idée d'allocation universelle, ce revenu de base fixe et inconditionnel versé à tout le monde sans contre-partie. Cette idée pas si neuve (elle a au moins 30 ans) n'est pas non plus aussi progressiste qu'elle n'y parait. D'ailleurs, pourquoi diable cette mesure défendue par une partie de la gauche radicale l'est-elle également par des ultralibéraux? Pour le sociologue, c'est parce que, inscrite dans les rapports de force qui structurent la société, elle peut s'avérer être une machine de guerre contre la sécurité sociale. Ainsi, nous met en garde Alaluf, elle entraînerait l'institutionnalisation de la précarité et une déréglementation complète du marché du travail. En résulterait une explosion des petits boulots sous payés (car on aurait un revenu de base) mais nécessaires (car le revenu de base serait très bas). Mateo Alaluf réalise ici une critique de gauche (car basée sur le principe d'égalité des conditions) de cette mesure vendue comme nouveau projet pour réduire chômage et pauvreté (singulièrement la version qu'a développée Philippe Van Parijs). Il en montre certaines contradictions et l'acceptation d'injustices et inégalités de la société qu'elle sous-tend. Loin d'être une réponse miracle à la crise de l'Etat-providence, le revenu universel serait avant tout une nouvelle ruse du capitalisme. Et l'auteur de prôner plutôt des mesures tels que le revenu maximal, la diminution du temps de travail et des minima sociaux aux montants suffisants. Une analyse à contre-courant qui nous force à réévaluer nos positions et montre que le débat sur le revenu universel est loin d'être clos. (AB)

PLAIDOYER POUR LA FRATERNITÉ

Abdennour Bidar
Albin Michel, 2015

Ce *Plaidoyer pour la fraternité* est une réaction immédiate aux attentats et aux réactions qu'ils ont suscitées. Contrairement aux espoirs des fanatiques de diviser la population, le premier réflexe a plutôt été le rassemblement autour de la défense de valeurs communes. Le refus du «choc des civilisations» a été clairement exprimé dans la rue. Le «Je suis Charlie» a été brandi partout comme un étendard contre le dogmatisme et l'intégrisme. Nul ne sait bien sûr le temps que durera cette onde de fraternité. Des mesures concrètes s'imposent pour traduire dans la pratique cet émoi populaire. C'est le grand mérite du petit livre d'Abdennour Bidar. Il propose des pistes d'actions pragmatiques. Exemples: la création d'un Ministère de la fraternité, instituer un service civique obligatoire, créer un «revenu citoyen» minimal, centrer la morale à l'école sur la culture de la fraternité, casser la logique des ghettos urbains ou organiser des États généraux de la pensée de l'Islam. Certaines de ces propositions n'ont rien d'original mais elles méritent d'être rappelées afin d'être mises en œuvre. D'autres, comme le revenu citoyen, la transformation des cours dans l'éducation ou le service civique amorcent des perspectives de débats. (JC)

L'INSÉCURITÉ CULTURELLE

Laurent Bouvet
Fayard, 2015

Ce livre analyse les causes du malaise identitaire contemporain. Les angoisses face à la mondialisation, face à l'Europe, face à l'immigration, face à l'Islam posent la question fondamentale de l'identité de chacun. De notre rapport aux autres et au monde. Notre définition de soi, devant les mutations et les transformations du monde, évolue. Elle était auparavant construite sur base de référents socio-économiques. Elle bascule depuis quelques décennies vers une identité culturelle différenciée selon le genre, l'origine ethno-raciale, la préférence sexuelle, la religion ou l'appartenance régionale. Réduire cette insécurité culturelle nécessite de combattre les dérives identitaires et les murs, tant physiques que mentaux, que chacun érige pour se donner une grille de lecture rassurante du monde et pour conférer un sens à sa fragile existence. (JC)

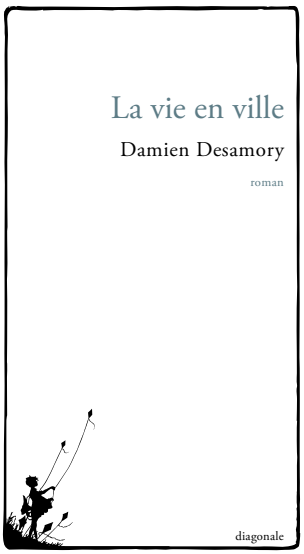
ÉTAT DES RÉSISTANCES DANS LE SUD

LUTTES SYNDICALES

Alternatives Sud, vol. 21
Centre tricontinental / Editions Syllepse, 2014

Les luttes syndicales au Sud sont confrontées à de nombreux défis. L'autonomie et les droits syndicaux y sont régulièrement violés ou détournés. L'économie informelle et les formes de travail «atypiques» sont importantes, sinon dominantes, dans la majorité des pays. Le dialogue social entre employeurs, États et syndicats, quand il existe se réduit souvent à gérer les dégâts de la crise. Une des questions stratégiques essentielles qui se pose dès lors est le type d'alliance à construire avec les autres mouvements sociaux et/ou avec les gouvernements? Les syndicats du Sud sont confrontés à une double offensive, marquée par la mondialisation néolibérale et la répression. Les relations de travail ainsi que toutes les formes d'organisation des travailleurs en ont été affectées, aggravant la précarisation, l'hétérogénéité et l'«informalisation» de l'emploi. Cette situation, à l'origine d'une recomposition des forces sociales et des luttes, pose un défi énorme au syndicalisme. (SB)

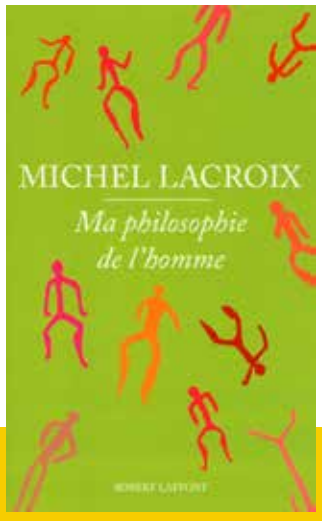
LA VIE EN VILLE
Damien Desamory
Diagonale Éditions, 2014



La vie en Ville de Damien Desamory, auteur bruxellois, est paru chez la jeune maison d'édition belge Diagonale qui s'est fixé de ne publier que des premiers romans.
Antal, gardien d'hôtel rongé par l'ennui de ses tâches monotones, a-t-il bien fait d'accepter de participer à un mauvais coup que lui a proposé un ami resurgi du passé ? Ce polar ancré dans un Bruxelles interlope est aussi un roman social explorant le précariat et le malaise de la génération 1000 euros. L'écriture légère, influencé par les romans de genre, dépeint la vie moderne, celle des petits boulots, mais aussi le monde des petites frappes. Et de la tentation de l'aventure low-cost promise par l'illégalité dans un monde incertain. Un conte urbain prenant et drôle. (AB)

MA PHILOSOPHIE DE L'HOMME
Michel Lacroix
Robert Laffont, 2015

Michel Lacroix a écrit ce livre comme une plaidoirie pour l'universalité du genre humain, la généralisation de la raison et de la liberté, la défense de principes éthiques communs, le souci permanent de l'esprit et de l'éducation. Cet ouvrage de convictions, limpidement exposées, s'oppose à tous les replis identitaires, les particularismes, les communautarismes. Michel Lacroix est convaincu qu'il existe des vérités susceptibles d'être admises par tous les humains, peu importe leur culture, leur confession, leur langue, leur tradition ou leur genre. Universalité de la connaissance scientifique, universalisme de la démocratie et des droits de l'homme, valeurs morales communes, unité du genre humain : quatre thèses dont la validité s'organise au travers d'une hiérarchie avec une position prééminente de la raison et de la liberté. Un plaidoyer ardent pour ce qui réunit les hommes et non sur ce qui les divise même si les différences et les particularités sont évidemment admises mais en position seconde. (JC)



Théâtre

QUELLE QU'EN SOIT L'ISSUE !
Compagnie Espèces de…

Quelle qu'en soit l'issue ! est une pièce de « théâtre chanté » évoquant la Sécurité Sociale. Elle a été préparée par la Compagnie liégeoise de théâtre-action « Espèces de... » et librement inspirée du spectacle *CQFD* (de Lorent Wanson) est sur le même sujet. Il s'agit d'une fable, composée d'une suite de numéros chantés qui sont autant d'épisodes personnels ou collectifs de luttes et de conquêtes sociales. Quatre comédiens accompagnés d'un musicien racontent et chantent ceux qui se sont battus par milliers depuis plus d'un siècle. Ils ont un regard amusé, parfois moqueur, sur l'ensemble des événements mais portent ces voix avec émotion, pour dire ou crier leurs joies, leurs blessures, leurs victoires et leurs désillusions. Une veuve de mineur évoque la mort de son mari ; un patron paternaliste ordonne à ses ouvriers la reprise du travail mais, cette fois-ci, ils ne lui obéiront pas… Lutte après lutte, le peuple acquiert des droits et la bien nommée sécurité sociale est finalement instaurée. La vie devient plus facile et plus douce pour tous les habitants de la contrée… Récit social de luttes, la pièce est aussi l'occasion pour la Compagnie « Espèces de… » de développer toute une série d'activités (projection, bals, fanfare, ateliers de théâtres, slam et pain) lors d'une « Maison à Partager » qui se déplacera dans plusieurs villes de Belgique. Cela commence à Liège du 4 au 23 mai 2015 au Centre Poly-Culturel « Résistances » CP-CR. (LC)

Infos : *tiffany@compagnie-especede.be*

DISCOURS À LA NATION
Ascanio Celestini
Notabilia, 2014

Vous avez vu la pièce ? Lisez donc aussi le livre. Parce qu'Ascanio Celestini signe, avec son *Discours à la nation*, un texte magistral. Comme à son habitude, l'auteur romain est mordant, piquant, épicé et tout en finesse : sans pessimisme, avec dureté certes, mais aussi avec beaucoup d'humour et de cynisme. Il renvoie le capitalisme à ses paradoxes, voire à ses contradictions, se plaçant du haut du piédestal des dominants, un revolver dans la poche et un parapluie à la main. Un texte qui picote là où ça fait mal. À dévorer et déguster ! (A-L.C)

Cinéma

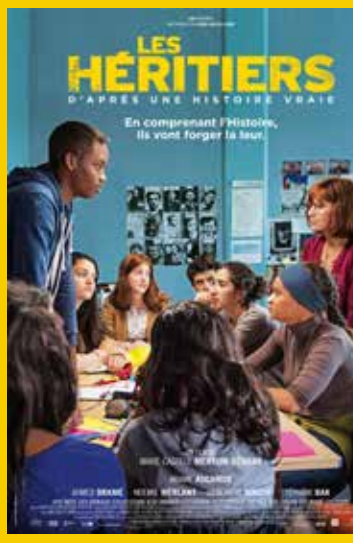
MY SWEET PEPPER LAND

Un film de Hiner Saleem
2014

Le décor: le Kurdistan, avec ce film le cinéaste Hiner Saleem retrouve le chemin des hauts plateaux du Moyen-Orient. Quelque part entre l'Iran, la Turquie et l'Irak, une jeune femme, institutrice de formation, essaie de construire sa vie à sa manière, insoumise à la pression familiale, à la tradition, rebelle face à une société de mâles dominants et autoritaires. De son côté un officier de police, ancien *pershmerga* (combattant pour l'indépendance du Kurdistan), fuit sa mère qui ne pense qu'à le marier. Il obtient une mutation dans un poste de police reculé, à la frontière iranienne (dans le même village que l'institutrice) dont il devient le commandant. Ces deux êtres vont s'aimer tout en affrontant ensemble le seigneur local Aziz Aga et sa bande de bandits corrompus, voleurs, trafiquants de drogues et de médicaments périmés qui intimident toute la région. Drôle et tragique à la fois, une fable façon western oriental dans cette zone de non-droit, on a l'impression de se retrouver face à *Il était une fois dans l'Ouest*, en plongeant dans un paysage hostile et luxuriant à la fois. Beauté, émotions, sentiments sincères et profonds. À savourer. (SB)

LES HÉRITIERS

Un film de Marie-Castille Mention-Schaar
2014



Le décor: le lycée Léon Blum de Créteil. Le fil conducteur: la détermination d'une prof jouée par l'excellente Ariane Ascaride qui décide de faire passer un concours national d'Histoire à sa classe de seconde la plus faible. Une rencontre qui va les transformer. Inspirée par une histoire vraie, la réalisatrice Marie-Castille Mention-Schaar tente de démontrer qu'en comprenant l'Histoire, ils vont forger la leur. Ils, ce sont les élèves d'une classe pour qui on a déjà tracé et prédit un avenir sans issue. Seule contre tous, avec l'appui très faiblard du directeur de l'établissement, cette prof va donner la parole à de jeunes personnalités de différentes origines ethniques, attachantes, parfois hystériques, souvent explosives, mais toujours dans une forme de souffrance qui se manifeste de façon plus ou moins violente à l'adolescence. Le projet mené par Ariane Ascaride est pertinent, ponctué d'espoirs et de doutes, de découragement souvent mais d'emballement, de passions et de patience aussi. Confronter des jeunes, pour certains de confession musulmane, à la Shoah, les emmener sur les chemins glaçants de l'Holocauste est un défi que l'actrice a relevé avec brio. Un film touchant et juste sur un projet pédagogique valorisant l'initiative, l'autonomie et la responsabilité des élèves (SB)

LE CINQUIÈME POUVOIR

Un film de Bill Condon
2013

C'est l'histoire de *WikiLeaks* qui est ici retracée dans ce film. En rendant publics des documents confidentiels, ils ont fait vaciller les plus grands pouvoirs de la planète. La révélation d'informations ultra-secrètes et souvent explosives de ce lanceur d'alertes a permis de mettre en lumière un monde jusqu'alors encore inconnu. Comment Julian Assange, fondateur de *WikiLeaks* et Daniel Domscheit-Berg, ont-ils pu obtenir ces documents? Comment est né leur site qui, en quelques mois, a réussi à révéler bien plus de secrets que tous les plus grands médias officiels réunis? La réponse est peut-être dans l'idée: on ne change pas le monde sans détruire le système. *Le cinquième pouvoir*, pourtant mal accueilli par la presse à sa sortie, se révèle un thriller nerveux et passionnant. La ressemblance de Benedict Cumberbatch avec Julian Assange est des plus troublantes. (SB)

Golden Hours - Matériau - © Anne Van Aerschot

Danse

GOLDEN HOURS

Spectacle d'Anne Teresa De Keersmaeker
2015

Le nouveau spectacle d'Anne Teresa De Keersmaeker propulse sur scène une troupe de jeunes danseurs qui font de leur théâtralité une parole qui devient danse. Pour ce spectacle, elle poursuit son travail sur la perception du temps chorégraphique. Partant d'une musique d'un album de Brian Eno datant de 1975, « Another Green World », *Golden Hours* propose de la pop qui fait partie de notre mémoire collective. Les danseurs entrent dans une gestuelle décalée qui exprime à leur manière une histoire shakespearienne intitulée *As You Like It*. Durant 2h30 de ce « comme il vous plaira », ils miment les joies, les douleurs, la passion, la mélancolie, les stratagèmes, la folie, les jalousies dans le plus profond silence où de temps à autre viennent s'évader quelques notes de musique et de chants feutrés, avec en rappel l'univers de Brian Eno. (SB)

Musique

ODYSSEY MARSHEAUX

Les Disques du Crépuscule, 2014

Cette compilation propose les meilleurs titres de Marsheaux, duo grec féminin originaire de Thessalonique, composé de Marianthi Melitsi et de Sophie Sarigiannidou. Elle est sortie sur le label « Les disques du crépuscule », label indé belge culte des années 80 qui nous a proposé entre autres A certain Ration, Durutti Column ou encore Tuxedomoon. Elles laissent échapper avec brio une électro-synth-dark pop très efficace. Le duo est fan des 80's et ça s'entend ! *Odyssey*, oscille entre mélancolie portée par de la pop dark à souhait (*Sorrow, Wait No More*, *To The End*), pop « lumineuse » (*I Dream Of A Disco, Summer*), et electro-pop calibrée. En plus de leurs nombreux remix, elles affectionnent particulièrement les reprises : *E-bay Queen is dead* des Smiths, *Eyes Without A Face* de Billy Idol, *Empire State Human* de Human League et *She's Leaving* de OMD. Plaisant sur toute la ligne. (SB).

À découvrir également :

Spectateur et politique, Christian Ruby, La lettre volée, 2014

Le Vivre-ensemble à l'école, Plaidoyer pour un cours philosophique commun, Patrick Loobuyck et Caroline Sägesser, Espace de libertés, 2014

Genre ou liberté, Vers une féminité repensée, Sophie Heine, Academia, 2014

AGIR PAR LA CULTURE N°41

www.agirparlaculture.be

pac
Agir par la Culture

Une publication de Présence et Action Culturelles ASBL

5, rue Lambert Crickx
1070 Bruxelles – Belgique
www.pac-g.be

Tél : 02/545 77 68

Tirage : 10.000 exemplaires

Éditrice responsable :
Dominique Surleau

Rédacteur en chef :
Aurélien Berthier
aurelien.berthier@pac-g.be
02 / 545 77 65

Équipe rédactionnelle :
Sabine Beaucamp, Jean Cornil, Anne-Lise Cydzik, Denis Dargent, Hélène Fraigneux, Michel Gheude, Marc Sinnaeve, Pierre Vangilbergen.

Ont participé à ce numéro :
Concetta Amella, Léo Charond, Pierre Lempereur, Nathalie Misson, Pierre Thélismar.

Website :
Thomas Hubin.

Lay-Out :
Hélène Fraigneux.

Couverture - illustrations :
Marion Sellenet - *www.marionsellenet.com*

Abonnement : Maria Casale.

Pour recevoir gratuitement AGIR PAR LA CULTURE par la poste ou pour vous désinscrire de la liste d'envoi rendez-vous sur le site : www.agirparlaculture.be

Le contenu des articles n'engage que leur(s) auteur(s). Tous les articles peuvent librement être reproduits à condition d'en mentionner la source.

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, vous pouvez consulter, faire modifier vos informations de nos fichiers d'abonnés ou vous opposez à leur utilisation.

Cette publication reçoit le soutien du Service Éducation permanente du Ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles et de la Loterie Nationale.

Loterie Nationale

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

COLLOQUE
«FAUX COMPLOTS : LE VRAI MENSONGE»

COMMENT DÉCRYPTER LE PHÉNOMÈNE CONSPIRATIONNISTE
À TRAVERS L'HISTOIRE ET SES DIVERSES DÉCLINAISONS
(POLITIQUES, RELIGIEUSES, MÉDICALES, LITTÉRAIRES, MAÇONNIQUES...)

SAMEDI
25 AVRIL 2015
de 9h00 à 17h00

INFOS ET RÉSERVATIONS OBLIGATOIRES:
PAC REGIONALE VERVIERS ASBL
087 33 75 33 - pac.verviers@skynet.be

LIEU :
ESPACE DUESBERG
COMPLEXE CINÉPOINT COM
BOULEVARD DES GÉRARDCHAMPS, 7C
4800 VERVIERS

UNE ORGANISATION DE pac AVISO

Avec le soutien de : Solidaris mutualité · FGTB · Province de Liège · Wallonie